



Le Maroc, l'Union du Maghreb Arabe et l'intégration régionale

LUIS MARTINEZ (COORD.)

ALEXANDRA POLI

KAMEL CHEKLAT

HATEM BEN MAIMOUN

MARIA RENDON

AVEC UNE PRÉFACE DE FOUAD AMMOR



Remerciements

Cette enquête a été conduite sous les auspices du Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI-Sciences Po), Paris, en collaboration avec le Groupement d'Études et de Recherches sur la Méditerranée (GERM), Rabat. Dr. Luis Martinez est chercheur au CERI-Sciences Po et Dr. Fouad Ammor, auteur de la postface, est chercheur au GERM.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	4
Introduction: intégration régionale, intégration à l'UE	5
I. Le Maroc et l'intégration régionale	6
Les avantages pour le Maroc de l'intégration régionale	8
Les relations entre le Maroc et l'Algérie	9
II. Analyse des données	10
A. L'opinion des enquêtés: démocratie, intégration et développement	10
B. Les représentations de l'intégration régionale chez les militants des partis politiques	12
1. PJD: l'intégration régionale passe par la démocratisation	12
2. PSU/USFP/PPS	13
3. Istiqlal	15
4. RND	16
III. Résultats de l'enquête	18
IV. Annexe méthodologique	50

Résumé

Les préoccupations du Maroc d'aujourd'hui sont essentiellement d'ordre économique et social. La question de l'intégration régionale n'est pas une priorité. L'enquête montre que la priorité est de mettre en pratique des réformes susceptibles d'améliorer les conditions de vie de la population. L'intégration régionale est perçue comme une opportunité de réaliser ces réformes. En somme les réformes économiques qui tardent à s'appliquer au Royaume le seraient si le système politique était démocratique. La démocratie est clairement associée au développement économique du Royaume et non à la résolution du problème du Sahara occidental. Ce dernier n'est plus un problème pour les Marocains : il l'est seulement pour les Algériens... Pour nos enquêtés dans un système démocratique cette manipulation politique ne serait plus viable et dès lors le parlement maghrébin démocratique se concentrerait sur l'essentiel, c'est-à-dire les problèmes économiques et sociaux dont les conséquences sur les populations sont manifestes (pauvreté, chômage, inégalité etc.).

Les résultats de l'enquête montre clairement que le blocage de la région est dû principalement à un déficit démocratique: une immense majorité plaide pour la création d'un parlement maghrébin ou des députés élus de façon démocratique chercheraient à répondre aux problèmes des citoyens de la région. En dépit de l'absence de résultats de l'UMA, la réalisation d'une intégration régionale demeure profonde.

Dans cette perspective seule la démocratie est à même de faire sortir les dirigeants d'une logique nationale afin de mettre en pratique les conditions d'une intégration régionale attendue par l'opinion. Mais pour cela l'UE doit davantage oeuvrer dans la région, elle représente un modèle. L'enquête montre que les priorités du Maroc aujourd'hui sont d'ordre économique et sociale. L'intégration régionale est souhaitée dans le seul but d'œuvrer à l'application de réformes que les autorités nationales tardent à mettre en place. La volonté d'arrimage à l'UE doit être également interprété comme une opportunité de favoriser des réformes à l'intérieur à la faveur de contrainte extérieure. En somme nos enquêtés expriment le sentiment que les réformes économiques et sociales ne peuvent se faire que si une contrainte extérieure les favorise.

Dans cette perspective la montée en puissance du parti PJD apparaît comme « une chance et une opportunité. L'enquête montre que le PJD apparaît comme la contrainte intérieure nécessaire à l'application des réformes économiques et sociales. Comme aucune contrainte extérieure ne se manifeste la population secrète une contrainte intérieure susceptible de l'aider à améliorer ses conditions de vie... Dès lors un gouvernement islamiste devient un idéal apte à combattre les inégalités, à réduire le chômage et à éradiquer la pauvreté. Le moindre investissement de l'UE est compensé par le surinvestissement dans le PJD ! Les réformes doivent se faire sous la contrainte extérieure de l'UE ou intérieure du PJD.

Le principal résultat de l'enquête est que l'intégration régionale ne peut se faire qu'à travers la démocratisation de la région.

Au Maroc trois approches de l'intégration régionale dominant :

- La première repose sur un projet d'intégration politique de la région. Elle est ancienne et a été portée par un parti comme l'Istiqlal dans les années cinquante et soixante. L'échec de l'UMA sanctionne cette approche qui reposait sur l'idée d'un « destin commun » en raison des nombreuses affinités entre les peuples dans la région : la langue, la religion, l'histoire. Affective, cette vision de l'intégration régionale est toujours présente dans les représentations populaires. Toutefois elle s'est heurtée au principe de réalité et en particulier à la relation avec l'Algérie qui s'est traduite tout d'abord par un conflit, en 1963, « la guerre des sables », puis par une rivalité et des tensions après le retrait de l'Espagne du Sahara Occidental en 1975. Depuis le Maroc et l'Algérie s'efforcent de contenir leurs contentieux au seul niveau diplomatique afin d'éviter toute dérive vers un conflit ouvert. En somme l'approche romantique de l'intégration : « nous sommes semblables nous pouvons nous unir » n'a pas résisté à l'épreuve des faits.

- La deuxième approche est pragmatique. L'intégration régionale est perçue non comme l'union des semblables mais des complémentaires. Elle est à l'origine de l'accord de libre-échange d'Agadir (février 2004) avec la Jordanie, La Tunisie et l'Égypte. Pour Gonzalo Escribano et Alejandro Lorca : « En matière de régionalisme, les leçons à tirer le sont celles de l'intégration profonde fondée sur l'harmonisation des normes et des standards et l'intégration à travers le commerce intra-branche. Avec l'UE, il serait important de préciser les contenus d'une intégration qui soit plus qu'une association mais moins qu'une adhésion : la façon « d'attacher » le Maroc à l'UE est importante pour l'attractivité du pays face aux investisseurs étrangers... En ce qui concerne l'accord avec les États-Unis, il est encore tôt pour se prononcer... ». Et de préciser : « en ce qui concerne l'intégration sous-régionale, le Maroc doit appliquer des critères pragmatiques à ses accords avec d'autres pays méditerranéens »¹. Cette approche s'inscrit dans les recommandations faites par le FMI².

- La troisième approche est d'ordre sécuritaire : l'intégration régionale est une nécessité dans la lutte contre le terrorisme et la menace islamiste. La montée de l'islamisme en Tunisie durant les années 80 et surtout la victoire du FIS en 1990 inquiète l'Europe quant à la capacité des régimes à résister à cette nouvelle menace. Comme le souligne une note du Commissariat Général au Plan, « le fait que l'ensemble des pays maghrébins aient à faire face à des contestations politiques internes a renforcé la coopération entre ministères de l'intérieur pour améliorer la surveillance des frontières... » et de préciser qu'après 1996 et en dépit de la méfiance réciproque, « les ministères de l'intérieur marocain et algérien se sont ainsi rencontrés pour renforcer leur coopération en matière sécuritaire, même si toutes les suspicions ne sont pas levées »³. Après le 11 septembre 2001 et surtout l'implantation d'El Qaida en Afrique du Nord cette dimension sécuritaire est omniprésente. Les attentats de Casablanca le 16 mai 2003 puis ceux Madrid, le 11 mars 2004 obligent à une coopération régionale en matière de lutte contre le terrorisme.

En 2007, la problématique de l'intégration régionale refait surface. Elle est portée non plus par les élites politiques mais les acteurs économiques. Ainsi Le 17 février 2007, les patrons des patrons du Maghreb se réunissaient à Marrakech et annonçaient la naissance de l'Union maghrébine des employeurs. La date retenue n'est pas fortuite : le 17 février 1989 était créée l'UMA ! Projet politique, l'UMA devient un enjeu vital pour les entreprises. Comme le souligne Hammad Kassal, vice-président de la confédération générale des entrepreneurs marocain et l'un des fondateurs de l'Union maghrébine des employeurs : « C'est l'économie qui va briser le mur politique qui existe aujourd'hui. Nous voulons faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils puissent eux-mêmes améliorer leurs relations. Nous ne voulons pas de carcans, de procédures administratives paralysantes »⁴. En effet, les échanges commerciaux intra régionaux demeurent toujours aussi faible, environ 2,5 % des 105,7 milliards d'euros d'échanges globaux des pays membres de l'UMA. Dans cette perspective si le Maghreb politique est inexistant cela ne doit pas empêcher l'émergence d'un Maghreb économique. La création de la Banque maghrébine d'investissement et du commerce extérieur (BMICE) est destinée à financer des projets mixtes dans les domaines agricoles et industriels.

Les acteurs économiques ont d'autant plus intérêt à porter le projet d'une intégration régionale que les dirigeants politiques de la région semblent à nouveau entrés dans une « guerre froide »⁵. L'Algérie, le Maroc et la Libye se sont engagés dans une course régionale à l'armement qui inaugure rien de bon pour le développement politique de la région. Du point de vu marocain, le renouveau économique de l'Algérie, qui tient à la hausse du prix du pétrole, se traduit par un regain de tension. Pour l'instant le risque d'une guerre ouverte est inenvisageable, tout comme une guerre par procuration.

Introduction: intégration régionale, intégration à l'UE

1 G. Escribano et A. Lorca, « La politique de commercialisation du Maroc : entre libéralisation et modernisation » in : *Euro-med integration and the 'ring of friends'*, Peter G. Xuereb ed. University of Malta, 2003, p.316.

2 « Il est nécessaire de redoubler d'efforts pour coordonner les réformes économiques, institutionnelles et juridiques au sein de la région et ses mécanismes de coopération régionale. Par ailleurs, le nouveau voisinage de l'Europe élargie offre un moyen d'harmoniser les institutions et les cadres juridiques des pays du Maghreb avec les normes européennes », Rodrigo de Rato, 15 juin 2005, www.leconomiste.com.

3 Commissariat Général au Plan, 7 mars 1997.

4 Le Figaro, 16 février 2007.

5 Voir l'interview de Monsieur El Hussaini, universitaire et membre de l'Académie du Royaume du Maroc : « Le Maroc est en situation de défense de son intégrité territoriale et de sa stabilité. Puisque l'Algérie a opté pour la course à l'armement, le Maroc ne doit pas lui permettre de créer un déséquilibre des forces dans la région ». « Le Maroc doit se préparer militairement ». A l'achat d'armes russes en 2006 le Maroc prévoit d'acheter des avions Rafales, comme la Libye vraisemblablement. <http://www.yenoo.com/fr/news>

Comme le souligne James Baker : « l'Algérie et le Maroc collaborent étroitement avec les Etats-Unis dans sa guerre contre le terrorisme. Il est donc particulièrement difficile pour Washington de favoriser l'un ou l'autre parce qu'elle veut rester proche des deux...L'Algérie est très forte, le Maroc a remporté la guerre, le Polisario, sous occupation est faible. Le conflit armé n'est pas à l'ordre du jour. Tant que l'Algérie dit au Polisario de ne pas combattre, il ne va pas le faire »⁶. De plus si le Maroc et l'Algérie ne parviennent toujours pas à s'entendre ils ont développé des relations bilatérales avec la France, l'Espagne et les Etats-Unis. Or ces derniers oeuvrent à un réchauffement des relations entre l'Algérie et le Maroc (la suppression par le Maroc des visas pour les Algériens participe de ces bons gestes qui peuvent apaiser les relations). Pour des raisons diverses, la France, l'Espagne et les Etats-Unis s'efforcent d'entretenir une relation équilibrée avec les deux protagonistes. Mais pour le Maroc, l'Algérie de Abdelaziz Boutéflika cherche à rejouer l'Algérie de Houari Boumediene (1965-1979), une puissance régionale, dopée par les hydrocarbures, soucieuse de ne pas abdiquer face à la victoire remportée par le Maroc dans le Sahara.

Dans ce contexte comment est perçu par la population marocaine le projet d'une intégration régionale ? Quels sont les facteurs explicatifs qui sont mis en avant pour rendre compte du blocage de la région ? L'opinion « d'en bas » correspond-elle à celle des autorités marocaines ? En somme l'intégration régionale est-elle encore un projet populaire ou bien est-elle une utopie irréalisable ? Dans un premier temps notre rapport décrit l'état des échanges entre le Maroc et ses voisins maghrébins, puis il analyse les résultats de l'opinion, enfin il décrypte le point de vue des militants de base des principaux partis politiques marocains sur le sujet.

I. Le Maroc et l'intégration régionale

Deux années seulement après sa création, l'UMA, soulève des doutes quant à la possibilité de voir se réaliser l'intégration régionale : « Mais les incertitudes politiques et pratiques demeurent évidentes. Quand et comment le fonctionnement institutionnel sera-t-il stabilisé ? Quel est le fil conducteur de la construction ? Quel est son moteur, dans la première étape au moins. Les propos officiels sont flous ou contradictoires. Pour un observateur extérieur, le processus d'intégration n'est pas réellement enclenché. Le thème maghrébin apparaît utilisé dans les discours politiques internes à des fins étrangères »⁷. Dès le début le projet politique de l'UMA apparaît comme instrumental, il vise à répondre aux attentes de l'Europe. Jacques Delors soulignait : « qu'en construisant l'UMA, les pays du Maghreb élargissent considérablement les perspectives de partenariat de part et d'autre de la Méditerranée ». Pour les pays maghrébins, l'UMA correspondait à la possibilité de développer des relations privilégiées avec l'Europe. La construction de ce nouvel espace avait pour but de se rapprocher de la Communauté européenne. Objectif qui sera pleinement atteint dans le cadre des accords d'associations avec l'UE. Dans cette perspective, le développement d'une intégration régionale n'était pas l'objectif recherché. Car la volonté d'établir une relation bilatérale avec la Communauté puis l'Union européenne l'a toujours emporté sur celle de bâtir une intégration régionale⁸.

Dans son Message Royal, Mohammed VI, souligne la hiérarchie des priorités pour la diplomatie marocaine : « L'un des objectifs de notre diplomatie consiste à mieux s'adapter aux mutations internationales dans le but de parvenir à une plus grande intégration dans l'économie mondiale afin de servir le Maroc, de renforcer ses structures, de le préparer à faire face aux défis et de réaliser un meilleur partenariat maroco-euro-méditerranéen. Parallèlement, notre diplomatie se doit d'élargir les perspectives de notre action et le cercle de nos relations économiques et commerciales au-delà de l'espace euro med en direction des Amériques et de l'Asie afin de diversifier nos liens, d'atténuer notre dépendance et d'élargir le champ de notre coopération. Le Maroc, qui appartient à d'autres ensembles régionaux avec lesquels il entretient des liens particuliers, où se mêlent affectivité, sens du destin commun, exigences de la coopération et défense des intérêts bien compris, se doit de demeurer fidèle aux valeurs et objectifs d'unité, de solidarité, de coopération et de bon voisinage avec ses frères et amis du Maghreb Arabe, d'Afrique et du Monde islamique »⁹. Le Maghreb est inséré dans divers sous-groupe régionaux avec lesquels le Maroc a des affinités historiques, religieuses et amicales et avec lesquels une « coopération » est souhaitée mais le « partenariat » est lui réservé à la relation euro méditerranéenne¹⁰. On retrouve là une constante : la stratégie est d'arrimer le Maroc à l'Union européenne, le bon sens est d'avoir une relation la plus constructive avec les pays du Maghreb. L'Europe apparaît pour le Maroc comme l'objectif principal¹¹. La candidature d'adhésion du Maroc à la CEE, en 1984, s'inscrit dans ce que A. Berramdane comme « le choix de l'Occident » par Hassan II : « le jeune souverain lie irrévocablement le destin de son royaume à l'UE en 2030.

6 *Tel Quel Magazine*, Maroc, août 2004.

7 Rober Bistolfi, *La politique maghrébine de la communauté*, AAN, XXVIII, 1990, p.23.

8 Comme le souligne L. Blin et B. Parisot : « le seul catalyseur efficace semble être la perspective de prise en compte d'un Maghreb uni par la CEE dans la conception de son avenir », AAN, XXVIII, 1990, p. 80.

9 Message Royal aux participants au colloque organisé à Rabat, 28 avril 2006.

10 Mohamed VI, *La coopération entre l'Union européenne et les pays du Maghreb*. Paris : Nathan, 1994.

11 Dans une étude, du Haut Commissariat au Plan, sur « La perception par les jeunes Marocains du Maroc en 2030 », une majorité annonce l'adhésion du Maroc à l'UE en 2030.

celui de l'Occident » et cela en raison d'un héritage européen au Maroc qui remonte au XIX^e siècle¹². Dans cette perspective on peut mieux comprendre le peu d'intérêt au déblocage de l'intégration régionale et surtout le formidable prétexte que représente le problème du Sahara pour entretenir ce blocage. Pour le Maroc le choix stratégique de la Monarchie d'arrimer le pays à l'Europe ne favorise pas le développement d'une approche consensuelle dans la région ; pour l'Algérie la rente pétrolière détourne le régime de la nécessité de s'insérer dans un développement régional tant ses principaux clients sont extérieures à la région. Alors comment comprendre dans la région cette inflation de discours officiels et de forums sur la relance de l'UMA ? Est-ce le fait d'une réelle mesure des intérêts mutuels que les pays du Maghreb pourraient escompter d'une intégration régionale ? Est-ce une mise en scène inhérente aux pressions extérieures de l'UE et des Etats-Unis ?

Car la relance de la question de l'intégration régionale a été au cœur de la 8^e session du conseil des ministres maghrébins du Commerce, (Tunis, les 24-25 janvier 2007) avec le projet de la création d'une zone de libre-échange et la « faisabilité » d'une communauté économique maghrébine. Pour le ministre marocain du Commerce extérieur, M. Mustapha Machhour, le volume global des échanges commerciaux entre le Maroc et l'UMA est trop faible, il atteint environ les 600 millions d'euros en 2005. Or le contexte économique international impose aujourd'hui aux pays de l'UMA « de déployer de plus grands efforts en vue de créer un espace économique maghrébin capable de relever les défis de la mondialisation et de renforcer sa position vis-à-vis des autres groupements économiques...il est impératif de coordonner nos politiques économiques, commerciales, et douanières et d'accélérer l'élaboration de la version finale du projet de zone de libre-échange »¹³. La dimension économique est plus prégnante dans l'argumentaire des officiels maghrébins : l'élargissement de l'UE à 25 et le processus de mondialisation font peurs. Les Etats d'Afrique du Nord mesurent le risque d'une marginalisation accrue. Certes beaucoup espèrent en un « partenariat renforcé » avec l'UE, opportunité qui permettrait d'arrimer la région à l'UE¹⁴.

Le renouveau de l'intégration régionale s'inscrit en réaction aux limites d'un projet qui reposait sur l'affectif et les bons sentiments : « Nous possédons tous les éléments constitutifs d'une bonne union régionale : unité de religion, unité minimale de race. Il y avait toutes les raisons de partir du solide »¹⁵. La langue, la religion et l'histoire commune n'ont pas prédisposé à l'union mais à des conflits de bons voisinages. L'une des parades à la relance de l'intégration régionale s'articule autour du développement des TIC. En effet la mise en réseau virtuel des pays d'Afrique du Nord est-elle une réponse à l'absence d'intégration réelle ? Une étude sur le sujet souligne : « Le développement des TIC pourra constituer un levier pour le développement du e-commerce et du Commerce dans la région, ayant fort probablement pour effet de développer l'intégration régionale de l'Afrique du Nord et de développer les échanges commerciaux entre les pays. Ces échanges commerciaux pourraient être catalysés par la mise en place d'une plateforme régionale de commerce électronique qui servirait plus pour de la mise en ligne d'information sur les législations commerciales des pays de la région et les opportunités d'affaires, dans un premier temps, pour passer progressivement vers un site transactionnel sur lequel seraient postées des demandes d'achats et des propositions d'affaires concrètes ainsi que des présentations d'entreprises et de produits. Dans un troisième temps, il pourrait être envisageable de réaliser des procédures de commerce extérieur entre les pays d'Afrique du Nord »¹⁶. De façon virtuelle ou réelle la région se doit de développer son intégration régionale. Il en va de sa stabilité économique. La pauvreté au Maghreb est considérable : 5,3 millions de personnes au Maroc et 9 millions en Algérie sont considérés comme vivant en dessous du seuil de pauvreté ! Pis le taux de pauvreté qui avait reculé de 21 à 13 % au cours de la période 1984-92, a grimpé à 19 % en 2000¹⁷. De plus le chômage y est endémique : « En projection avec une population globale de 86 millions de personnes en 2010 et un taux de d'activité de 35 %, les trois pays auraient entre 4,8 et 6 millions de chômeurs, soit des taux de 15 % pour le Maroc et la Tunisie et 25 % pour l'Algérie, si les tendances récentes sur le marché de l'emploi se maintenaient »¹⁸. En 2006 le taux de chômage se situe à 12,8 % (20,4 % en zones urbaines et 4,1 % en zones rurales).

Aussi c'est pourquoi es 19-20 février 2007 lors du Forum pour le développement en Afrique du Nord qui s'est tenu dans la ville de Marrakech, Abdoulie Janneh, secrétaire général adjoint des Nations Unies et secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique soulignait qu'en : « dépit de ces performances encourageantes, l'avenir du développement en Afrique du Nord est encore confronté à quelques défis : la question de l'emploi, de l'intégration régionale et le renforcement de la participation des pays de la région dans le commerce international »¹⁹.

12 A. Berramdane, *Le Maroc et l'Europe : un destin commun*, AAN, n°XXVIII, 1990, p.41.

13 Tunisia Watch, lundi 29 janvier 2007.

14 Pour Martin Ortega, « Au sein du Processus de Barcelone, une association sous régionale pourrait être créée à laquelle participeraient l'Union et les trois pays du Maghreb central. Ce cadre subrégional servirait à coordonner l'assistance requise par les pays du Maghreb afin d'avancer vers l'intégration, grâce à l'expertise de l'Union en ce qui concerne l'ouverture graduelle des frontières et la promotion des échanges Sud-Sud...une autre alternative serait un nouveau lancement du Groupe 5+5 en le transformant en un groupe 5+5+1, incluant l'Union européenne...il faut identifier des projets spécifiques et tangibles qui serviraient de moteurs pour l'intégration du Maghreb », « La contribution de l'UE à la stabilité de son voisinage : le cas du Maghreb », 27 novembre 2006. <http://www.iss-eu.org/new/analysis/analy161.html>

15 Hassan II, entretien dans la revue *Géopolitique*, Le Maroc, n°57, p. 9.

16 E-commerce en Afrique du Nord. Forum pour le développement en Afrique du Nord, Palais des congrès, Marrakech, Maroc, 19-20 février 2007.

17 Les Cahiers du Plan, N°6, janvier-février 2006, p.5.

18 Idem p.6, la pauvreté au Maghreb.

19 Le Matin.ma, 20.02.2007.

Dans un texte introductif au Forum, intitulé : « le commerce : pour une croissance créatrice d'emploi » il est précisé que : « l'augmentation et la stabilisation des taux de croissance n'a pas eu d'impact significatif sur la réduction du chômage et de la pauvreté...alors que des études montrent qu'avec des mesures simples mais soigneusement conçues, le commerce intra régional peut être multiplié par un facteur de 5 à 10 » ; Le Forum ambitionne, entre autres, de « rechercher des solutions aux problèmes qui empêchent le développement du commerce dans la région »²⁰. La vulnérabilité des Etats de la région s'explique par leur profond déséquilibre social et par la faiblesse des économies en matière de création d'emplois. Le commerce des pays du Maghreb est essentiellement orienté vers l'UE. Or une réorientation de ce commerce vers des échanges régionaux devient un impératif tant il serait porteur de créations d'emplois et producteur de richesses.

Les avantages pour le Maroc de l'intégration régionale

Les travaux, enquêtes et rapports mettant en exergue les avantages, pour la région et le Maroc en particulier, d'une intégration régionale abondent. Ils partent du constat que : « L'intégration du Maghreb est devenue une nécessité économique incontournable, vu la concurrence intense entre blocs régionaux...le coût du non-Maghreb peut s'avérer insoutenable pour les économies de la région ». M. Boussetta souligne les avantages : « Concernant le Maroc l'impact du démantèlement tarifaire sur les échanges commerciaux avec les deux autres pays du Maghreb (Algérie et Tunisie) apparaît relativement important et assez diversifiés selon les secteurs. Ainsi cet impact serait pratiquement nul au niveau des services en raison tout simplement de l'inexistence de tous droits et taxes applicables à ce niveau. En revanche l'impact serait important en cas de suppression partielle ou totale de droits et taxes relatifs aux échanges liés aux deux autres secteurs à savoir l'agriculture et l'industrie. Ainsi la suppression de 50 % ou de 100% de ces taxes au niveau agricole se traduirait respectivement par une augmentation des échanges avec les autres pays du Maghreb de 33,3% et de 83,3%. Aussi le démantèlement de 50% et de 100% des tarifs douaniers entraînerait un accroissement des échanges en matière industrielle avec la Tunisie et l'Algérie de respectivement 20,7% et de 875,3%. Ce qui donnerait un fouet réel et indéniable aux échanges entre les trois pays »²¹.

Ces résultats sont corroborés par des rapports ministériels qui soulignent également les bénéfices que la région pourrait escompter : « La gain annuel issu de la concrétisation de l'intégration se monte au moins à 4,6 milliards de dollars...la concrétisation de ce projet d'envergure nécessite au préalable que certaines conditions devraient être satisfaites : -parachever l'assainissement macro-économique ; -favoriser le développement des infrastructures de transport et l'orienter vers les besoins de l'intégration maghrébine ; -mettre en cohérence les législations, les règles et les disciplines (concurrence, investissement, régimes douaniers) ; -s'adapter à la société de l'information et de la communication »²².

L'intégration régionale apparaît comme un facteur de croissance, de créations d'emplois et d'attractivité. Au regard de l'état socio-économique de la région²³ il est incompréhensible que les dirigeants de la région agissent si peu. **Les prétextes historiques et politiques invoqués pour justifier la non intégration sont recevables seulement parce que les régimes de la région ne sont pas démocratiques.** Car les conséquences de la non intégration amènent à des aberrations économiques que citoyens ne manqueraient pas de sanctionner si des élections démocratiques avaient lieu...

Ainsi il en va des échanges commerciaux : « Le Maroc est faiblement présent sur le marché tunisien pour lequel il dispose d'un avantage comparatif, notamment les produits de la mer qui sont quasi-exclusivement importés d'Italie. Entre 1990 et 2000, malgré la proximité géographique, les produits énergétiques d'Algérie n'ont représenté, en moyenne annuelle, que 5 % des importations marocaines de ces produits et seulement 0,5 % des exportations totales algériennes. De même les ventes des produits agroalimentaires sur le marché algérien n'ont représenté que 0,6 des exportations marocaines de ces produits et 0,3 des importations globales algériennes de produits agroalimentaires. Paradoxalement, celles-ci proviennent à hauteur de 40 % de la France et de l'Espagne. Enfin l'essentiel des achats algériens de textile s'effectue auprès de la Turquie, de la Chine et de l'Espagne. Le Maroc et la Tunisie ne sont que faiblement présents sur le marché algérien : leur part de marché ne représente que 0,9 et 0,8 des importations de textiles de l'Algérie »²⁴. Au regard de ces données les Etats du sud de l'Europe ont-ils intérêt au développement d'une intégration régionale au Maghreb ? Sur le plan commercial ils tirent un grand profit de son absence.

²⁰ Forum pour le développement en Afrique du Nord <http://.northafricaforum.org/memo.html>

²¹ M. Boussetta, Femise research programme, August 2004, P.94.

²² Ministère des finances et de la privatisation. *Les enjeux de l'intégration maghrébine*, document de travail n°10, juillet 2003.

²³ Le rapport de l'ONU sur le développement humain de 2006 place aux postes 87 la Tunisie, 102 pour l'Algérie et 123 pour le Maroc.

²⁴ Idem, p. 17.

Pourtant les avantages pour le Maroc sont évidents et les obstacles subsistent à la construction d'une intégration régionale. Ils sont à la fois techniques (-Un taux moyen des droits de douanes trop élevé (22-29%) ; la faiblesse des infrastructures de transport ; cadre institutionnel incomplet) et politiques (méfiance algéro-marocaine, Sahara Occidental). Les problèmes techniques sont solubles : le partenariat euro méditerranéen est un excellent instrument de mise à niveau des pays de la région, par contre il est inexistant sur le plan politique alors qu'il devrait favoriser la promotion de la démocratie²⁵. Force est de reconnaître le retrait délibéré de l'UE des problèmes politiques qui « bloquent » le processus d'intégration régional (relation algéro-marocaine, Sahara Occidental). Les problèmes qui bloquent l'intégration régionale au Maghreb sont abordés par les dirigeants de la région sans aucune pression intérieure en raison de l'absence de système démocratique. Aussi s'il n'existe pas d'initiative contraignante de l'UE pour aider à l'intégration c'est le statu quo qui domine et celui-ci montre aujourd'hui les aberrations économiques qu'il produit. Notre enquête le révèle très clairement : l'intégration régionale ne peut se réaliser sans démocratisation de la région. Les populations locales ont intégré le fait que l'UE ne peut être un acteur contraignant sur les régimes (pour des raisons commerciales et politiques) et que par conséquent le projet d'intégration régionale repose tout d'abord sur la démocratisation des régimes politiques d'Afrique du Nord.

Alors que le Maroc et l'Espagne se réconcilient après la crise diplomatique de juillet 2002 (L'armée marocaine avait installé un poste de surveillance sur l'îlot désert de Leila/Persil) à la faveur de la menace terroriste commune²⁶ et que l'Algérie et la France semblent enfin œuvrer à établir une relation stratégique, c'est la relation algéro-marocaine qui paraît inquiétante. Non pas au niveau officiel, les dirigeants s'efforcent de cantonner au niveau diplomatique le conflit mais au niveau sociétal. Au Maroc le développement d'un sentiment d'hostilité à l'égard des algériens n'a cessé de croître ces dernières années. Trois facteurs expliquent ce ressentiment au Maroc : -l'incompréhension marocaine face à l'attitude des autorités algériennes dans la question du Sahara depuis 1975. L'Algérie est perçue comme riche, grâce aux hydrocarbures. Elle a bénéficié d'un découpage territorial favorable lors de la décolonisation au détriment de l'espace marocain. Pourquoi se refuse-t-elle à reconnaître au Maroc ce dont elle a bénéficié hier : une partie du Sahara ! Deuxièmement, la monarchie, sous Hassan II, a très habilement récupéré la thématique nationaliste qui était portée par le parti de l'Istiqlal et qui revendiquait un Grand Maroc. La Monarchie a associé sa popularité sur le registre de « l'intégrité territoriale » et par conséquent a construit l'Algérie, dans l'imaginaire populaire, comme la figure de l'ennemi. En faisant du thème du Sahara un sujet tabou, elle a en fait appliqué un embargo médiatique sur ce thème : point d'espace médiatique pour une approche critique de la gestion de ce conflit par la monarchie. Aussi toute une génération de Marocains a grandi dans un univers politique et médiatique marqué par la menace algérienne sur l'intégrité du territoire. Aujourd'hui Il est intéressant de noter que le PJD est la formation politique qui a le moins de tabou pour dialoguer avec des formations politiques algériennes comme le montre notre enquête ci-dessous. Enfin un désir de dissidence parcourt certaines couches de la société marocaine. L'apparition du terrorisme n'est pas fortuite. Depuis une dizaine d'années des propos violents sont tenus par certains : contre les « Juifs », les « Américains », les « Espagnols » etc. Une écoute attentive de ces propos montre comment se construit ce désir de dissidence. Pour l'instant l'Irak constitue une destination de rêve pour le satisfaire mais il n'est pas exclu que ce soit dans les confins du Sahara que s'exprime avec violence ce désir. La construction d'un front armé uni au sein de la mouvance islamiste au Maghreb, Al Qaida au Maghreb, peut constituer un débouché à ce désir de dissidence. Ainsi une confrontation directe entre des groupes armés islamistes marocains et l'armée algérienne n'est plus à exclure. La réciproque également. Dans cette perspective les relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie ne manqueraient pas de susciter des inquiétudes au sein de l'UE.

Les relations entre l'Algérie et le Maroc sont perçues comme l'un des facteurs principal de blocage de la région. Aussi le conflit du Sahara Occidental devrait être une priorité du partenariat euro méditerranéen. Or notre enquête montre que l'UE est perçue comme peu présente dans la région et son investissement dans les problèmes régionaux est faible. Ce retrait volontaire est lourd de conséquence au regard des données qui montrent qu'une majorité d'enquêtés pensent qu'un conflit direct avec l'Algérie est possible. Au-delà de cette hypothèse le problème du Sahara occidental favorise l'émergence d'un sentiment nationaliste exacerbé qui s'alimente de la crainte d'une Algérie menaçante.

Les relations entre le Maroc et l'Algérie

²⁵ Richard Gillespie. *A political Agenda for Region-building? The EMP and Democracy Promotion in North Africa*, Institute of European Studies, paper, 2004.

²⁶ Aussi, en mars 2004, Zapatero soulignait que : « des bonnes relations avec le Maroc était une priorité. Je suis convaincu que nous allons ouvrir une étape de bonnes relations avec le Maroc. C'est mon objectif, c'est pour moi une priorité de politique extérieure. Nous sommes deux pays voisins, avec d'intenses relations historiques, avec des intérêts économiques et culturels. Il va de soi que nous avons besoin d'une bonne relation ».

II. Analyse des données

A. L'opinion des enquêtés: démocratie, intégration et développement

A l'instar de l'Algérie, le projet d'intégration régionale apparaît également au Maroc comme « flou » pour une grande majorité de nos enquêtés (64%) et négatif pour 16%. Seulement 6 % de nos enquêtés ont une image claire du projet de l'UMA ! En dépit du dix-septième anniversaire de cette organisation, 84 % sont incapables de citer une réalisation de l'UMA. C'est pourquoi 67% ne sont pas satisfaits du bilan de l'intégration dans la région. L'intégration régionale n'existe pas et nos enquêtés le confirment. Pourtant l'opinion y est favorable. Pour 69 % l'avenir du Maroc est lié à la construction d'une intégration régionale ; 64 % se sentent personnellement intéressés par l'UMA ; **61 %** pensent que le Maroc joue un rôle très important dans l'intégration régionale ; 72 % se définissent comme maghrébins et considèrent qu'ils partagent des caractéristiques communes comme la langue et la religion. Les attentes sont fortes : 36 % espèrent la création d'un marché régional et 35 % un rapprochement entre les peuples. Mais l'intégration régionale est perçue comme un instrument au service de la diplomatie (28%) ou bien comme une contrainte régionale (23%) bien plus qu'un intérêt économique (24%). L'intégration régionale apparaît comme un projet porteur pour 49%, elle représente un enjeu pour le développement économique 38 % pensent que l'un des objectifs de l'UMA devrait être d'œuvrer à un partenariat économique et financier. C'est dire la très grande désillusion. Ils sont seulement 2 % à penser que « l'unité » est ce qui symbolise le plus le Maghreb !

Alors que notre enquête avait montré sur l'Algérie que la nécessité de s'intégrer s'expliquait par la contrainte de la mondialisation, au Maroc l'intégration régionale apparaît comme un instrument nécessaire à l'application de réformes. Pour 40 % de nos enquêtés, la priorité du Maroc est de mettre en place des réformes économiques et sociales. Cette volonté de réformes s'explique par l'état de la situation intérieure du Royaume (pauvreté, sous développement et inégalité). L'intégration régionale apparaît comme une solution aux problèmes économiques et sociaux. Elle est aussi perçue comme une nécessité face aux risques de conflits dans la région. L'enquête fait ressortir la grande inquiétude des Marocains face à l'Algérie. Alors que ce pays apparaît comme celui avec lequel ils se sentent le plus proche (56 %) il est aussi le pays avec lequel un conflit armé est possible : **56 % de nos enquêtés estiment qu'une guerre est probable entre l'Algérie et le Maroc.** Face à une telle inquiétude, l'intégration régionale apparaît comme une alternative à ce pessimisme ambiant. Si l'achat d'armement à la Russie par l'Algérie ces dernières années explique sans doute ces craintes, il faut rechercher cette inquiétude davantage dans la dégradation des relations diplomatiques entre les deux pays au cours de cette décennie. L'Algérie et le Maroc entretiennent un climat de méfiance et d'agression verbale qui alimente l'angoisse d'un dérapage vers un conflit armé.

Les problèmes entre l'Algérie et le Maroc sont perçus comme des problèmes liés à l'absence de confiance entre les dirigeants. Pour nos enquêtés il n'y a quasiment pas de différence entre les deux peuples et seulement 5 % pensent que les problèmes proviennent de la différence entre les peuples. Par contre ils sont 64 % à considérer que ce sont les dirigeants qui posent problème ! Sur la question du Sahara Occidental, ils sont 41 % à penser que c'est l'obstacle majeur à l'intégration régionale et autant à penser que c'est le manque de confiance entre les dirigeants qui bloque la région. La fermeture de la frontière en est l'illustration : ils sont 88 % à souhaiter sa réouverture. C'est dire le décalage qui existe entre l'opinion publique et les décisions politiques. L'enquête montre qu'il y a un sentiment de gâchis dans la région. Les économies sont bloquées pour des raisons politiques qui ne parviennent pas à convaincre l'opinion.

En effet la région est riche pour 65 %, traversée par un sentiment d'appartenance commun (72%) et par un désir d'intégration. Pour 43 % de nos enquêtés le Maghreb dans 25 ans sera une région intégrée. Le projet d'avenir est l'intégration régionale. Mais 59 % de nos enquêtés ne savent pas quel est le dirigeant marocain le plus favorable à l'UMA, 13 % citent le Roi Mohammed VI. Ils sont 50 % à ne pas savoir également quel est le parti politique marocain le plus favorable. De même ils sont 43 % à ne pas savoir quel est le dirigeant maghrébin le plus favorable : 1 % pense que c'est le roi Mohammed VI ! Très clairement il apparaît que la question de l'intégration régionale bien que souhaitée n'est pas un impératif dans l'agenda des autorités et des partis politiques. En fait on retrouve là une ambivalence de la politique étrangère marocaine : l'intégration régionale est importante mais non stratégique à l'instar de l'intégration dans l'UE. A la question : si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous », nos enquêtés sont 42 % à choisir celui de l'intégration à l'UE pour 30 % à l'intégration régionale et cela en dépit de toutes les caractéristiques et avantages communs qu'ils partagent avec les pays de la région du Maghreb. **A contrario ils sont 2 % seulement à choisir l'instauration d'une zone de libre échange avec les Etats-Unis.**

Notre enquête montre clairement que l'intégration régionale, bien que souhaitée, n'est pas la priorité des marocains. Les priorités du Maroc d'aujourd'hui sont pour 40 %

appliquer les réformes économiques et sociales nécessaires et pour 36 % installer la démocratie. Seulement 15 % considèrent que la priorité est une politique d'intégration à l'UE et 8 % seulement l'intégration régionale au Maghreb. Les priorités sont intérieures, elles sont d'ordre économique, sociale et politique. Ainsi ils sont 50 % à penser que la démocratie apparaît comme ce qui manque le plus au pays du Maghreb. **C'est pourquoi ils sont favorables à 90 % à la création d'un parlement maghrébin élu démocratiquement !** De ce parlement démocratique ils attendent pour 41 % d'abord la mise en place de réformes économiques, puis pour 19% l'instauration d'un marché régional et enfin 7% seulement souhaite qu'ils règlent le problème du Sahara Occidental. Ce dernier résultat est intéressant lorsqu'on le compare à celui de 60 % qui pensent que le Sahara Occidental est le problème qui bloque l'intégration régionale ! Comment faut-il comprendre ce paradoxe ? Pour nos enquêtés l'intégration régionale est perçue comme un facteur de modernisation de l'économie marocaine. En somme les réformes économiques qui tardent à s'appliquer au Royaume le seraient si le système politique était démocratique...mais comme ce n'est pas encore le cas on peut comprendre dès lors le plébiscite en faveur du parlement démocratique maghrébin. La question du Sahara Occidental bien que perçue comme un obstacle à l'intégration régionale ne serait pas à l'ordre du jour de ce parlement maghrébin ! La démocratie est clairement associée au développement économique du Royaume et non à la résolution du problème du Sahara occidental. Ce dernier n'est plus un problème pour les Marocains : il l'est seulement pour les Algériens...D'ailleurs ils sont 64 % à penser que le problème entre l'Algérie et le Maroc est un problème de dirigeants qui instrumentalisent leur conflit à des fins de politiques intérieures. Pour nos enquêtés dans un système démocratique cette manipulation politique ne serait plus viable et dès lors le parlement maghrébin démocratique se concentrerait sur l'essentiel, c'est-à-dire les problèmes économiques et sociaux dont les conséquences sur les populations sont manifestes (pauvreté, chômage, inégalité etc.).

L'enquête montre que les priorités du Maroc aujourd'hui sont d'ordre économique et social. L'intégration régionale est souhaitée dans le seul but d'œuvrer à l'application de réformes que les autorités nationales tardent à mettre en place. La volonté d'arrimage à l'UE doit être également interprétée comme une opportunité de favoriser des réformes intérieures à la faveur de contraintes extérieures. Nos enquêtés considèrent que les réformes économiques et sociales ne peuvent se faire que si une contrainte extérieure les favorise. C'est pourquoi il y a de la déception face à ce qui est perçu comme le peu d'investissement de l'UE dans l'UMA : 44 % pensent qu'il y a peu d'investissement, d'intérêt, d'implication de l'UE et 25 % précisent qu'il n'y a « pas du tout » d'investissement de l'UE. Ce sentiment de déception est à la hauteur de la conviction que nos enquêtés expriment : les réformes ne peuvent se faire qu'à la faveur d'une contrainte régionale. Le peu d'investissement dans l'UE dans la problématique de l'UMA apparaît comme la perte d'une opportunité de voir s'améliorer la situation économique et sociale du Royaume.

Dans cette perspective la montée en puissance du parti PJD apparaît comme « une chance pour les marocains » pour 19% de nos enquêtés et pour 22 % une opportunité pour l'UMA. Par contre 27 % pensent que le PJD en cas de victoire aux élections législatives de septembre 2007 serait « une inquiétude pour l'Europe ». Pour nos enquêtés le PJD apparaît comme la contrainte intérieure nécessaire à l'application des réformes économiques et sociales. En somme comme aucune contrainte extérieure ne se manifeste la population fait jouer une contrainte intérieure susceptible de l'aider à améliorer ses conditions de vie...Dès lors un gouvernement islamiste devient un idéal apte à combattre les inégalités, à réduire le chômage et à éradiquer la pauvreté. Le peu d'investissement de l'UE est compensé par le surinvestissement dans le PJD ! Les réformes doivent se faire sous la contrainte extérieure de l'UE ou intérieure du PJD.

Comme pour l'Algérie, le manque démocratique apparaît comme un facteur explicatif de la non intégration régionale. Mais à la différence de l'Algérie, la démocratie est clairement associée au développement et aux réformes économiques. L'absence de rente pétrolière fait sans doute davantage ressentir à nos enquêtés l'impératif d'une meilleure gouvernance afin de réduire les inégalités sociales. De façon paradoxale, le PJD apparaît comme le symbole de la transition démocratique et l'instrument politique nécessaire à l'application des réformes. Les préoccupations de nos enquêtés sont d'ordre intérieur, à l'exception de l'angoisse d'un conflit armé contre l'Algérie. Les représentations des militants de base apportent une dimension complémentaire à l'analyse des données.

B. Les représentations de l'intégration régionale chez les militants des partis politiques

1. PJD : l'intégration régionale passe par la démocratisation

« La démocratie est la solution ».

Les militants de base reconnaissent que les questions régionales et internationales ne relèvent pas de leur compétence mais du bureau central. Ce qui est intéressant à noter c'est qu'ils véhiculent une attente que n'est pas prise en compte par les dirigeants nationaux. Ils expriment une frustration face au blocage du Maghreb et donnent leurs facteurs explicatifs de la non intégration régionale.

Pour le parti islamiste modéré, le PJD, que représente l'UMA ? Des entretiens menés avec des militants de base permettent de rendre compte des représentations de la région et surtout de sa non intégration. Tout d'abord, comme le rappelle un interviewé la problématique de la construction régionale est peu présente dans la réflexion du parti : « Comme débat général, je dirais...Oui, au niveau local, il n'est pas prioritaire. La construction maghrébine n'est pas prioritaire ». Ce que confirme un autre militant, ancien du MUR : « Honnêtement cette question ne fait pas partie de nos priorités locales, cela dit la question de l'intégrité territoriale et la résolution du problème du Sahara sont présents dans nos discussions ».

Et lorsqu'elle est présente elle s'inscrit dans une réflexion plus globale : « Je vais plus loin, l'avenir du Maroc est lié à la Oumma islamique, l'avenir de l'UMA est à appréhender dans le grand ensemble qu'est le tiers monde. L'avenir du tiers monde est notre avenir. Notre objectif est de sortir de la dépendance du fait que le monde se fait à travers la force. Il nous faut se coaliser comme ça, l'Union Européenne et les Etats-Unis nous respectent plus. Ils ne font que penser à leurs intérêts étroits ».

Le Sahara : un faux problème

Sur les facteurs explicatifs de l'échec de la construction on retrouve deux arguments importants. Celui de la responsabilité des régimes : « Les intérêts étroits entre les pays de l'UMA sont à l'origine de cet état de fait. Pour les pouvoirs en place, ils ne pensent qu'à se pérenniser et rester longtemps au pouvoir ». Et d'autre part celui du contentieux entre l'Algérie et le Maroc : « Les deux pays, l'Algérie et le Maroc n'ont pas de volonté politique suffisante, de courage politique pour résoudre ce problème. L'Amérique chasse dans les eaux troubles pour préserver ses intérêts à nos dépens ». Pour ce militant, le problème du Sahara peut trouver une solution grâce à l'interventionnisme US dans la région : « Ce problème est ancien. Les Etats-Unis d'Amérique sont les seuls à pouvoir le résoudre car les américains sont les seuls à pouvoir exercer une forte pression sur l'Algérie et le Maroc. Car ces pays ne veulent pas de solution à ce conflit ».

Mais la résolution de conflit se heurte à des intérêts économiques puissants. En somme une solution politique ne fera pas l'affaire de tous : « Le problème du Sahara ne prendra pas fin dans l'avenir proche à mon avis. Certes le gouvernement de l'ombre, celui des collaborateurs proches du roi est encore puissant et cela est compréhensible lorsqu'on sait que la famille royale veut préserver ses intérêts surtout au niveau économique. Le problème du Sahara a toujours été pour le roi défunt Hassan II une occasion en or pour mettre le peuple devant un ennemi unique et cacher ainsi les réalités sociales et économiques du pays et ne pas les traiter. Nous devons militer pour plus de liberté, pour plus de transparence. Aujourd'hui dans la presse marocaine on parle de la question du Sahara, chose impossible il y a une dizaine d'années. Certes il y a une unanimité sur la marocanité du Sahara mais loin de cela il y a une nette divergence dans la manière de traiter le problème. Cette polémique autour de la question du Sahara est totalement absente chez nos voisins algériens. Nous devons activer ce que j'ai appelé au début de notre entretien la diplomatie populaire ».

La démocratisation un impératif pour la région

Pour ce militant, toutefois, seule la démocratie est à même de favoriser la construction régionale : « Absolument, elle est liée à la démocratisation des deux pays (Algérie Maroc). Le problème reste toujours posé...Il faut une démocratisation réelle et non décorative, les peuples doivent être associés pour redynamiser les choses, ouvrir les frontières et contrôler les excédents...Les associations de la société civile peuvent jouer ce rôle pour consolider l'unité. Les vrais enjeux sont ceux de la démocratisation...si on la réussit, on réussira le développement, on éradiquera l'immigration clandestine et le trafic de drogue. L'Europe sera plus sécurisée...Il

Il y a un intérêt commun entre l'UMA et l'Europe. Si on réussit la démocratisation des régimes, l'Europe gagnera en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Un gouvernement islamiste au Maroc n'est pas un gouvernement Taliban où Wahhabite mais de l'Islam de l'ouverture, du dialogue et du partenariat positif. Il nous faut une vraie démocratie au Maghreb ».

Cette démocratisation passe par des échanges avec des partis politiques maghrébins dans le cadre de ce que les militants du PJD nomment la « diplomatie populaire » : « Notre parti œuvre dans le domaine de la diplomatie populaire. Nous croyons que les citoyens peuvent avancer plusieurs chantiers qui en attendant le feu vert des dirigeants resteront immobiles. Au niveau national, on a amorcé plusieurs ateliers de travail commun avec des partis algériens avec qui nous partageons plusieurs points de vue en ce qui concerne l'avenir du Maghreb Arabe comme le Mouvement de la société pour la paix (MPS) ou le Mouvement pour le Progrès. Un autre point à mon sens est très important, à savoir l'action de la société civile. En tant que militant et responsable dans une association de développement durable et de l'environnement, j'ai travaillé pour mettre en œuvre un partenariat avec une association algérienne qui travaille dans le même domaine. Ses responsables nous ont rendu visite afin de découvrir notre expérience et nous allons partir chez eux, peut-être l'été prochain ».

Au niveau national il ne s'agit en aucun pour le PJD de heurter la Monarchie : « À mon avis l'institution royale doit être épargnée de toute forme de changement au moins dans l'avenir proche, notre classe politique est très fragile, crois-moi, on a eu une expérience amère avec l'USFP lorsqu'il est rentré au gouvernement. L'absence de la démocratie interne même chez les grands partis qui se réclament démocrates, rend la tâche plus difficile. Je vais vous citer deux exemples récents de ce que nous subissons. EL Maliki, le ministre USFP de l'éducation nationale a effectué une purge de son administration de tous ceux qui ne sont pas Ittihadis. Tous les délégués nationaux et les hauts cadres de l'administration sont des membres de son parti. C'est le même cas avec Bouzoubaâ le ministre de la justice qui a rendu son ministère une chapelle du parti, le dernier concours des avocats était un concours exclusivement destiné pour la jeunesse ittihadis et pas pour les Marocains. Tout cela sans parler des scandales qu'ont connus les procès pour l'utilisation des pots de vins dans les élections des représentants de la deuxième chambre dernièrement. En bref, certes l'institution royale détient encore tous les pouvoirs et que nous, comme tous les Marocains, optons pour le changement, mais nous le voulons d'abord dans la douceur et nous voulons que ceux qui vont prendre la responsabilité soient au niveau ».

Islam et intégration régionale

La tonalité est différente chez ce militant de Justice et Bienfaisance, l'UMA, en dépit des points communs, ne s'est pas faite car : « Il y a une absence du référent islamique ». Car le modèle est le Califat : « Ecoutez...nous sommes pour la califat islamique, l'avenir du Maroc est le substrat de cette intégration. Ce serait comme les ensembles régionaux à l'image de l'Union Européenne, le conseil de coopération du Golfe, les Etats-Unis d'Amérique. Notre approche de l'intégration maghrébine a comme référence principale l'islamité de cet ensemble. Les peuples sont musulmans...Pour construire l'UMA, il faut que le peuple s'unifie au nom de Dieu. Il faut s'unir et la religion musulmane est seule capable de nous unir, de réussir l'unité économique. L'enjeu actuel est de revenir à Allah et le droit chemin dans le cadre de l'islam ». Dans cette perspective la démocratie n'est pas l'enjeu fondamental : « L'idée de la démocratie vient des Etats-Unis, si l'Amérique bouge, c'est pour ses intérêts même en aidant les partis islamiques comme les Frères musulmans égyptiens ». Car seul le référent islamique est à même de répondre aux problèmes de la région, d'ailleurs ce militant affirme : « l'islam englobe la démocratie, mon mot de la fin est plutôt le retour à l'islam ».

Parmi les militants des partis socialistes marocains, l'intégration régionale apparaît comme une nécessité. Pour ce militant du PSU : « l'avenir du Maroc est vraiment lié par rapport aux autres pays du Maghreb. Il faut l'unité à tous les échelons pour affronter les problèmes économiques, réussir la complémentarité économique, sociale et politique à tous les niveaux. Le Maroc seul ne peut décoller, ce serait très long. Je crois qu'il faut faire des ouvertures sur l'économie, multiplier les échanges, ouvrir les frontières, accompagner les interactions sociales avec la société civile...laisser le peuple réagir. On retrouve ce discours chez un militant de l'USFP : « Dans cette ère de mondialisation, il est nécessaire plus que jamais de chercher à se coaliser, à s'allier pour pouvoir résister. Le Maghreb Arabe a tous

2. PSU,USFP,PPS

les ingrédients pour former une région stable, prospère et rayonnante sur son milieu ». De même chez ce militant PPS : « Le Maghreb Arabe est un pas nécessaire vers un partenariat plus large qui puise dans nos racines arabe et africaine. D'ailleurs, ce sont ces dimensions arabes et africaines qui ont été citées dans le Traité de Marrakech de 1989. Donc l'UMA doit être un choix inéluctable et irréversible et cela sans prendre en considération les contraintes de la mondialisation ». La dimension régionale est très forte dans l'identité des militants, le référent islamique est moins présent. L'intégration régionale est possible.

Deux obstacles doivent être surmontés pour y parvenir : vaincre la méfiance entre l'Algérie et le Maroc et consolider la démocratie.

a) Algérie et Maroc

Pour ce militant de l'USFP il faut un « dialogue direct » : « Je le redis, la locomotive de l'UMA ce sont l'Algérie et le Maroc, par leurs populations, leurs territoires, leurs richesses, etc. Ils ont tous les atouts pour mener le train de l'UMA sur la bonne voie. Il faut qu'ils mènent ensemble un dialogue direct. Ils doivent savoir qu'à l'ère de la mondialisation les intérêts étroits ne mènent nulle part, et que seuls les grands ensembles peuvent survivre ». De même chez ce militant du PPS les échanges entre l'Algérie et le Maroc existent mais ils sont informels : « Le Maroc et l'Algérie forment un marché de 63 millions. Nos dirigeants doivent d'abord ouvrir les frontières pour la circulation libres des personnes et des biens. Vous savez que malgré le chiffre d'affaire officiel très bas de transactions commerciales entre le Maroc et l'Algérie, le commerce informel sur les frontières bat des records. Nos dirigeants doivent œuvrer positivement et mettre à côté, si c'est nécessaire, les dossiers d'ordre politique. Encourager le tourisme maghrébin, les échanges commerciaux, harmoniser les lois d'investissements, œuvrer pour la création d'une zone de libre échange, etc. je ne peux pas concevoir l'UMA sans l'Algérie et le Maroc. Les autres pays forcément vont rejoindre la caravelle. Enfin les partis politiques, la société civile et tous les acteurs doivent œuvrer pour consolider les acquis démocratiques et élargir l'espace des libertés publiques ».

b) Le Sahara

Chez ce militant de l'USFP, le problème du Sahara devrait être une priorité de l'UE, elle devrait œuvrer à instaurer la confiance entre l'Algérie et le Maroc. Il reconnaît que dans le passé la gestion de ce dossier par la monarchie n'a pas facilité la tâche : « Certes la gestion sécuritaire du dossier du Sahara et l'écartement des forces politiques vivantes de toute consultation concernant ce dossier étaient parmi les points noirs de la gestion officielle de ce dossier, mais ce dossier a connu, dernièrement, une certaine ouverture. Même si elle est minime, elle reste significative. Le roi a demandé à toutes les formations politiques de présenter ses propositions concernant l'autonomie du Sahara. Et je pense que cette question de l'autonomie du Sahara sera une grande opportunité pour la consolidation de la démocratie au Maroc, car cette autonomie ne peut se faire que dans le cadre d'une révision constitutionnelle qui redéfinira le cadre d'une autonomie régionale valable pour toutes les régions du Maroc. Le choix de la France comme premier pays où le Maroc a exposé son plan n'était pas arbitraire. La France en tant qu'ancien pays colonisateur et en tant qu'acteur de grand poids dans la région a une mission historique pour la résolution du problème. L'U.E aussi a les moyens pour mener nos responsables sur la table de négociations. Le problème est entre l'Algérie et le Maroc et ils doivent assumer la facture ensemble. Malheureusement il y a des responsables algériens, surtout dans l'appareil militaire, qui pensent encore avec la logique de la guerre froide et qui représentent une continuité du nationalisme de Boumediene dans les années soixante-dix. Même si le Maroc et l'Algérie ne parviennent pas à régler le problème du Sahara dans le futur proche, il y a plusieurs chantiers à entreprendre ensemble surtout sur le niveau économique. Parfois je pense que le problème du Sahara ne peut se résoudre qu'une fois d'autres processus de partenariat et de coopération hors le champ politique seront activés ».

Par contre pour ce militant du PPS, la monarchie et l'Algérie continuent à œuvrer au blocage : « Nous constatons la continuité de l'ancienne approche dans le traitement du dossier de Sahara. Le fait d'éloigner des personnalités politiques d'une grande expérience et d'un charisme auprès du peuple marocain ne donne pas l'image que le Palais veut véhiculer à propos du Sahara, à savoir que cette affaire est une affaire de tout un peuple, toute une nation. Le roi a éloigné l'ancien cercle de son père pour le changer par un cercle fait de ses amitiés. Il est inconcevable que Abbas El FASSI secrétaire général du parti de l'Istiqlal et

membre du gouvernement déclare que le gouvernement ne sait rien à propos du groupe envoyé par le roi dans les différentes capitales pour expliquer la proposition du Maroc concernant l'autonomie du Sahara. En ce qui concerne l'avenir du problème du Sahara, je pense que l'Algérie manque la volonté de régulariser ce problème. Les milliards de dollars que l'institution militaire dépense pour l'achat des armes au moment où 15% des algériens vivent sous le seuil de la pauvreté ne laisse pas envisager une détente dans le proche avenir ».

c) Démocratie et intégration régionale

Est-ce que la démocratie apparaît comme un facteur favorable à l'intégration régionale ? Les militants reconnaissent des évolutions positives au Maroc. Ils attendent un changement en douceur, pacifique. Pour ce militant du PSU : « En tant que militant de base, je suis pour le changement pacifique qui doit toucher les institutions, les partis politiques, la monarchie...pour une vraie alternance au pouvoir et gérer d'une manière démocratique ». Alors que pour ce militant de l'USFP le Maroc est engagé dans un processus de transition démocratique : « Dire que la démocratie est absente au Maroc est un peu excessif, cela dit nous sommes un pays en transition vers la démocratie par rapport à l'Algérie ou la Tunisie, le Maroc a couvert une bonne distance dans ce domaine. Le Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), l'instance de l'équité et de la réconciliation (IER), la réforme de la Moudawana, l'Institut royal pour la culture amazigh (IRCAM), etc. Même le grand tabou qui entourait l'institut royal s'affaiblit jour après jour et tend vers la disparition. Bien sûr il y a des grandes carences surtout au niveau de la démocratie sociale et de la disparité entre les différentes classes sociales, mais je pense que le processus de la démocratisation au Maroc est irréversible. En ce qui concerne l'article 19 de la constitution, je pense que ce n'est pas nécessaire pour le moment de le changer. Il suffit de consolider les pouvoirs du premier ministre en le choisissant parmi la majorité élue au sein du parlement, en lui donnant le pouvoir de choisir ses ministres et de faire en sorte que le gouvernement soit responsable devant le roi et devant le parlement ». Comme le souligne un autre militant des dossiers très importants sont aujourd'hui au parlement : « Nous sommes pour la révision de la constitution et la délimitation des pouvoirs du roi. La constitution doit être révisée tous les dix ans pour pouvoir accompagner les changements politiques, économiques et sociaux. Nous devons avoir comme horizon l'instauration d'une monarchie parlementaire. Nous ne rêvons pas d'une monarchie à l'anglaise ou à l'espagnole, mais nous voulons un exécutif qui aura tous les pouvoirs pour gouverner et qui sera responsable devant le peuple pour ses réalisations. Donc, oui pour le changement de l'article 19, mais pas seulement l'article 19. Plusieurs échéances nous attendent, les élections de 2007, le statut constitutionnel des régions qui va définir le statut final de l'autonomie dans le Sahara, etc. Est-ce qu'il y a aujourd'hui une absence totale de la démocratie au Maroc ? C'est une aberration de le prétendre. Il y a des avancées magnifiques, tel le statut de la femme, l'instance de l'équité et de la réconciliation, la marge de la liberté d'expression, etc. mais aussi il y a des signes alarmants qui poussent à croire que les années de plomb ne sont pas définitivement enterrées. L'incarcération des journalistes pour des crimes de lèse-majesté, les arrestations arbitraires et les tortures qu'ont subies plusieurs innocents après les actes terroristes du 16 mai 2003. Certes, il y a un long chemin à parcourir mais le résultat est globalement positif ». Mais les partis politiques n'ont pas retrouvés l'influence des premières années qui ont suivi les indépendances des pays du Maghreb et pourtant seul ce renouveau des partis politiques est à même de favoriser l'intégration régionale. Pour ce militant du PPS : « À ma connaissance, la communication entre partis politiques maghrébins au niveau de base est absente. Il n'y a aucune sorte d'activité commune et cela n'a qu'une seule explication. Les partis politiques maghrébins sont encore loin de jouer le rôle mobilisateur qu'ils ont joué avant et après l'indépendance. Ils n'ont pas saisi encore le potentiel d'un tel travail en commun et son impact sur le processus de démocratisation dans les pays de l'UMA ». Ainsi pour les partis de tendances socialistes marocains, l'intégration régionale est une nécessité, sa construction ne peut se faire sans l'apport des partis politiques bien trop marginalisés depuis les indépendances.

Pour le parti Istiqlal, l'UMA était une évidence historique mais ce sont les « militaires algériens » et non « le peuple » qui sont tenus pour les principaux responsables de sa non réalisation. La lecture que font les militants de la non intégration régionale est profondément marquée par l'histoire. Ainsi un des militant affirme : « C'est le problème du Sahara, nos frères algériens, que Dieu les guide dans le droit chemin, sont à l'origine de ce problème depuis 1962. Ils ont beaucoup de moyens par rapport à leurs voisins. Les militaires algé-

3. Istiqlal

riens ne veulent pas d'un Maroc fort, ils veulent un Maroc et une Tunisie avec une structure agraire pour approvisionner le marché algérien. C'est un danger pour nous le fait d'appuyer le Polisario, il constitue même un danger pour l'Algérie avec le problème des Touaregs... Je dirais au responsable algérien d'arrêter de faire des obstacles à l'intégration régionale ». Alors que le Maroc connaît des évolutions politiques positives, un militant de l'Istiqlal souligne la permanence des problèmes que pose l'Algérie dans ce dossier : « Il y a un certain changement dans la gestion du dossier du Sahara. Vous savez que les partis politiques ont été appelés par le roi à présenter leurs propositions. Notre parti a eu l'initiative de ce que nous avons appelé la diplomatie partisane. Nos responsables ont visité les pays membres permanents du conseil de sécurité afin d'expliquer nos points de vue. Si les dirigeants marocains assument une part de la responsabilité concernant le problème du Sahara, la grande responsabilité est du sort de notre voisin algérien. L'Algérie, c'est « DAR DYAFI », la maison d'hôtes, l'hospice. Au milieu des années soixante-dix l'Algérie a accueilli tous les opposants au régime de HASSAN II. C'était le cas aussi avec les étudiants sahraouis qui étaient mécontents de la gestion hassanien, et c'est légitime, mais qui n'ont jamais renié leur appartenance au Maroc. Je ne prétends pas que le problème du Sahara est facile à résoudre, mais je suis sûr que l'institution militaire algérien, qui détient tous les pouvoirs, ne veut pas de solutions. Ce n'est pas dans son intérêt. Aujourd'hui, il y a un climat électrisé entre le Maroc et l'Algérie, surtout avec ces nouveaux problèmes comme le terrorisme, l'immigration clandestine et la contrebande ». Ainsi au problème du Sahara s'ajoutent des nouveaux défis sources de nouvelles tensions. Cela dit pour un autre militant de l'Istiqlal ces nouveaux défis peuvent au contraire favoriser l'émergence de politiques communes de sécurité : « L'UMA ne doit pas rester une institution bureaucratique, imposée par le haut. La dernière initiative, la création d'un cercle des hommes d'affaire et d'économistes, est très positive. Il faut élargir cette initiative pour les autres domaines. L'intégration économique ne peut pas réussir si le problème du Sahara n'est pas résolu. Peut-être ces nouveaux défis, tel que le terrorisme, l'immigration clandestine et la drogue, imposent au pays de l'UMA de travailler ensemble pour régler ensemble leurs problèmes ».

4. RND

L'intégration régionale est importante pour le Maroc, chez un militant RND : « Je pense que tous les Marocains pensent que l'UMA est nécessaire et vital pour l'avenir du Maroc. Nous partageons le territoire, l'histoire, la religion, la langue, etc. Maintenant la question qui se pose c'est comment donner la vie à cette UMA ? » Il reconnaît qu'au niveau local son parti est animé par d'autres problèmes mais précise-t-il, « Ces questions, seuls les responsables peuvent l'aborder. Nous nous intéressons à ce qui est local, aux problèmes qui touchent le quotidien de nos citoyens, mais chaque fois qu'un responsable nous visite nous traitons avec lui ces thèmes. À titre d'exemple, hier, dans le congrès régional du parti à Tétouan (ville du nord limitrophe à Tanger), nous avons abordé le thème du Maghreb Arabe et la mondialisation. Un frère du comité exécutif du parti nous a parlé du poids du Maroc et du rôle qu'il doit jouer pour la prospérité de la région ».

L'échec de l'UMA s'explique par l'attitude de l'Algérie. Le Maroc est engagé dans un processus démocratique à l'inverse de l'Algérie et de la Tunisie. Aussi, sur un dossier comme celui du Sahara il ne peut y avoir de solution tant que l'Algérie ne sera pas démocratique : En ce qui concerne l'avenir du Sahara, je ne suis pas assez optimiste. En absence d'une vraie construction démocratique en Algérie le problème ne se réglera pas. En plus de cela il faut régler tous les problèmes du traçage des frontières hérité de la colonisation. Il faut que le Maroc et l'Algérie gèrent ce dossier avec courage ». Bien évidemment à l'inverse des autres formations politiques, le RND sacralise la place du Roi et considère que ce serait une erreur d'y toucher : « Ceux qui parlent d'absence de démocratie au Maroc ne veulent pas voir notre expérience précurseur dans ce domaine. Les droits de l'homme, la réconciliation, etc. Bien sûr, nous nous comparons pas aux démocraties occidentales, mais par rapport à ce qui se passe en Algérie ou en Tunisie, nous disons Dieu merci. Le roi pour nous est le garant de l'intégrité du pays et de son identité. S'attaquer à l'institution royale est simplement creuser la tombe de notre identité. Nous devons consolider notre marche démocratique sans toucher aux principes fondamentaux de notre pays. Avant de changer l'article 19, il y a plusieurs chantiers à ménager... Chez nous le roi gouverne, ce n'est pas une icône symbolique du pays. Donc, il est légitime qu'il constitue un comité pour représenter le Maroc. En plus les membres de ce comité sont tous des membres du gouvernement et un haut fonctionnaire de l'État. Aujourd'hui une simple lecture des journaux montre que la question du Sahara n'est plus un tabou et que l'approche officielle ne fait pas l'unanimité et ce, sans aucun problème ». L'UMA est un impératif sans quoi prévient-t-il : « Devant les pays de l'UMA deux choix. Le choix de s'unir et d'appartenir à la marche du progrès ou le choix de désunion et de dispersion ans un monde mondialisé et vous savez les conséquences ».

On n'observe aucun rejet de l'UMA chez les militants de base des partis politiques. L'intégration régionale apparaît comme nécessaire. Elle est perçue soit comme un élément constitutif d'un ensemble plus vaste, le monde islamique pour le PJD, soit comme un socle historique commun pour l'Istiqlal ; soit comme un projet de démocratisation pour les partis politiques de tendances socialistes. Dans tous les cas, les militants soulignent les obstacles que constitue le couple Algérie/Maroc et la question du Sahara. **Les militants du PJD sont les plus ouverts à leur voisin algérien, il y a une volonté de correspondre avec des associations et des partis que l'on ne trouve pas chez les autres militants. Sans doute que la « diplomatie populaire » du PJD mérite une plus grande attention.**

III. Résultats de l'enquête

Répartition
des enquêtés selon
l'âge, le sexe,
la profession et le
niveau d'étude.

TOTAL	Nombre de personnes	%
TOTAL	88	100%

AGE	Nombre de personnes	%
Personnes entre 18 et 49 ans	77	87.5%
Personnes plus de 50 ans	11	12.5%
TOTAL	88	100%

AGE Moyen	36.5
-----------	------

SEXE	Nombre de personnes	%
Masculin	60	68%
Féminin	28	32%
TOTAL	88	100%

CATEGORIES SOCIALES	Nombre de personnes	%
Chômeurs	12	14%
Cadres	19	22%
Paysans	26	30%
Employés	31	35%
TOTAL	88	100%

NIVEAU D'ETUDE	Nombre de personnes	%
Sans études	10	11%
Elémentaire	4	5%
Secondaire	23	26%
Supérieur	51	58%
TOTAL	88	100%

LANGUES	Nombre de personnes	%
Arabophone	88	100%
Francophone	65	74%
Berbérophone	9	10%
Anglophone	8	9%
Hispanophone	5	6%

Quelle est votre principale source d'information ?	Nombre de personnes	%
Presse	33	38%
Télévision	53	60%
Radio	11	13%
Internet	23	26%
Pas de réponse	1	1%

1. Connaissez-vous l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	85	97%
NON	3	3%
TOTAL	88	100%

I. OPINION

Tableau 1

2. Si oui, comment en avez-vous pris connaissance ? / Comment en avez-vous entendu parler ?	Nombre de personnes	%
Médias	13	15%
Télévision	45	51%
Radio	4	5%
Journaux/ Presse	20	23%
Les études	9	10%
Du bouche à oreille	5	6%
Pas de réponse	5	6%

Tableau 2

3. Vous sentez-vous personnellement intéressé/concerné par l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	56	64%
NON	31	35%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	88	100%

Tableau 3

3. Vous sentez-vous personnellement intéressé/concerné par l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	56	64%
SEXE		
Masculin	43	49%
Féminin	13	15%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	48	54.5%
Plus de 50 ans	8	9.1%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	5	6%
Cadres	12	14%
Paysans, milieu rural	19	22%
Employés	20	23%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	8	9%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	17	19%
Supérieur	28	32%

CROISEMENT

3. Vous sentez-vous personnellement intéressé/concerné par l'UMA ?	Nombre de personnes	%
NON	31	35%
SEXE		
Masculin	17	19%
Féminin	14	16%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	29	33%
Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	7	8%
Cadres	7	8%
Paysans	7	8%
Employés	10	11%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	2	2%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	5	6%
Supérieur	23	26%

Tableau 4

4. Quels sont les pays qui font partie de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie	64	73%
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye	3	3%
Algérie, Maroc, Tunisie	3	3%
Algérie, Libye, Tunisie, Mauritanie	1	1%
Autres réponses	7	8%
Je ne sais pas	10	11%
TOTAL	88	100%

Tableau 5

5. Savez-vous si le Maroc a déjà eu la présidence de l'UMA ?	No. De personnes	%
OUI	51	58%
NON	35	40%
Pas de réponse	2	2%
TOTAL	88	100%

CROISEMENT

5. Savez-vous si le Maroc a déjà eu la présidence de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
OUI	51	58%
SEXE		
Masculin	39	44%
Féminin	12	14%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	42	47.7%
Plus de 50 ans	9	10.2%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	5	6%
Cadres	12	14%
Paysans	12	14%
Employés	22	25%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	2	2%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	14	16%
Supérieur	32	36%

5. Savez-vous si le Maroc a déjà eu la présidence de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
NON	35	40%
SEXE		
Masculin	21	24%
Féminin	14	16%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	33	37.5%
Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	7	8%
Cadres	7	8%
Paysans	12	14%
Employés	9	10%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	7	8%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	8	9%
Supérieur	19	22%

6. Savez-vous quel est le pays qui préside actuellement l'UMA ?	No. De personnes	%
OUI	14	16%
NON	74	84%
TOTAL	88	100%

Tableau 6

Tableau 7

7. Quelle est, selon vous, l'image de l'UMA au Maroc ?	No. De personnes	%
Positive	13	15%
Négative	14	16%
Floue	56	64%
Claire	5	6%
TOTAL	88	100%

Tableau 8

8. Quel est selon vous l'objectif de l'UMA ?	No. De personnes	%
Un partenariat politique et de sécurité	31	35%
Un partenariat économique et financier	33	38%
Un partenariat culturel, social et humain	18	20%
Pas de réponse	6	7%
TOTAL	88	100%

Tableau 9

9. Etes-vous satisfaits de la politique de l'UMA ?	No. De personnes	%
+ Très satisfait	7	8%
Bien satisfait	7	8%
Moyennement satisfait	11	13%
Pas satisfait	27	31%
- Pas du tout satisfait	31	35%
Pas de réponse	5	6%
TOTAL	88	100%

CROISEMENT

9. Etes-vous satisfaits de la politique de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Très satisfait	7	8%
SEXE		
Masculin	6	7%
Féminin	1	1%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	6	6.8%
Plus de 50 ans	1	1.1%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	0	0%
Cadres	0	0%
Paysans	4	5%
Employés	3	3%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	4	5%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	1	1%
Supérieur	2	2%

9. Etes-vous satisfaits de la politique de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Bien satisfait	7	8%
SEXE		
Masculin	4	5%
Féminin	3	3%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	7	8%
Plus de 50 ans	0	0%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	0	0%
Cadres	0	0%
Paysans	7	8%
Employés	0	0%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	4	5%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	3	3%
Supérieur	0	0%
Pas de réponse	0	0%

9. Etes-vous satisfaits de la politique de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Moyennement satisfait	11	13%
SEXE		
Masculin	8	9%
Féminin	3	3%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	8	9.1%
Plus de 50 ans	3	3.4%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	3	3%
Cadres	4	5%
Paysans	1	1%
Employés	3	3%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	2	2%
Supérieur	9	10%

9. Etes-vous satisfaits de la politique de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Pas satisfait	27	31%
SEXE		
Masculin	16	18%
Féminin	11	13%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	23	26.1%
Plus de 50 ans	4	4.4%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	3	3%
Cadres	6	7%
Paysans	4	5%
Employés	14	16%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	9	10%
Supérieur	16	18%

9. Etes-vous satisfaits de la politique de l'UMA ?	Nombre de personnes	%
Pas du tout satisfait	31	35%
SEXE		
Masculin	25	28%
Féminin	6	7%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	28	31.8%
Plus de 50 ans	3	3.4%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	6	7%
Cadres	8	9%
Paysans	7	8%
Employés	10	11%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	5	6%
Supérieur	22	25%

Tableau 10

10. La position du Maroc est-elle au sein de l'UMA ?		No. De personnes	%
+	Très importante	54	61%
	Assez importante	22	25%
-	Pas important	9	10%
	Je ne sais pas	3	3%
	TOTAL	88	100%

Tableau 11

11. Selon vous pourquoi le Maroc adhère-t-il à l'UMA ?	No. De personnes	%
Intérêt économique	21	24%
Intérêt diplomatique	25	28%
Raison historique	15	17%
Une contrainte régionale	20	23%
Je ne sais pas	7	8%
TOTAL	88	100%

Tableau 12

12. Qu'attendez vous de l'UMA ?	No. De personnes	%
Rien/pas grand chose	12	14%
La création d'un marché régional	32	36%
La libre circulation	13	15%
Un rapprochement entre les peuples	31	35%
TOTAL	88	100%

Tableau 13

13. Pouvez-vous citer au moins trois réalisations de l'UMA ?	No. De personnes	%
Réunions	6	7%
Accords commerciaux et financiers	1	1%
Exemples des réalisations	7	8%
Aucune réalisation / Je ne sais pas	74	84%
TOTAL	88	100%

Tableau 14

14. L'avenir du Maroc est-il lié au succès de l'UMA ?	No. De personnes	%
OUI	61	69%
NON	24	27%
Aucune réponse	3	3%
TOTAL	88	100%

Tableau 15

15. Quels sont, selon vous, les priorités du Maroc aujourd'hui ?	No. De personnes	%
Œuvrer à la construction de l'UMA	7	8%
Chercher à intégrer l'UE	13	15%
Faire des réformes politiques et économiques	35	40%
Se démocratiser	32	36%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	88	100%

Tableau 16

16. Quel est selon vous le parti politique marocain le plus favorable à l'UMA ?	No. De personnes	%
USFP	14	16%
UC	0	0%
RNI	0	0%
MP	1	1%
Parti de l'Istiqlal (PI)	15	17%
PJD	8	9%
MNP	0	0%
PND	0	0%
PPS	2	2%
PDI	0	0%
PSD	1	1%
PSU	1	1%
PGU	2	2%
Pas de réponse	44	50%
TOTAL	88	100%

Tableau 17

17. Quel est le dirigeant marocain le plus favorable à l'UMA ?	No. De personnes	%
Le Roi Mohammed V	3	3%
Hassan II	11	13%
Mohammed VI	11	13%
Allal El Fassi	4	5%
Mohammed Benaissa	2	2%
Idriss Alaoui Mdaghri	1	1%
A Youssoufi	3	3%
Pas de réponse +autre	53	60%
TOTAL	88	100%

Tableau 18

18. Quel dirigeant maghrébin, passé ou présent, symbolise le plus pour vous l'Union du Maghreb ?	No. De personnes	%
Le Roi Mohammed V	2	2%
Mohammed VI	1	1%
Allal El Fassi	4	5%
M. Kadhafi	6	7%
Zine el Abidine Ben Ali	1	1%
Hassan II	19	22%
Chadhli Bendjedid	3	3%
Mehdi Ben Berka	6	7%
Abdlekrim Khatabi	2	2%
L'émir Abdelkader	1	1%
Autres	0	0%
pas de réponse	43	49%
TOTAL	88	100%

II. EXPLICATION

Tableau 1

1. Selon vous, quel est le principal blocage touchant le développement de l'UMA ?	No. De personnes	%
Le problème du Sahara	36	41%
Problèmes entre les dirigeants	36	41%
Le colonialisme	1	1%
La Libye	1	1%
L'absence de la démocratie	4	5%
Pas de réponse / Je ne sais pas	10	11%
TOTAL	88	100%

Tableau 2

2. Parmi ces différents facteurs, quel est celui qui bloque le plus la construction de l'UMA ?	No. De personnes	%
Le problème du Sahara Occidental	53	60%
La Libye de Qadhafi	3	3%
L'Algérie	7	8%
L'armée algérienne	6	7%
Un problème lié au fonctionnement de l'institution	9	10%
Pas de réponse	3	3%
Autre	7	8%
TOTAL	88	100%

Tableau 3

3. Qu'est-ce qui manque le plus aux pays du Maghreb ?	No. De personnes	%
La démocratie	44	50%
Un projet d'avenir	13	15%
Une plus grande confiance	26	30%
Pas de réponse	5	6%
Total	88	100%

Tableau 4

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	No. De personnes	%
Votez en faveur de l'intégration du Maroc au sein de l'UE	37	42%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les Etats-Unis	2	2%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les Etats Arabes	20	23%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les pays du Maghreb	26	30%
Aucun	3	3%
TOTAL	88	100%

CROISEMENT

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Votez en faveur de l'intégration du Maroc au sein de l'UE	37	42%
SEXE		
Masculin	25	28%
Féminin	12	14%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	32	36.4%
Plus de 50 ans	5	5.7%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	7	8%
Cadres	7	8%
Paysans	7	8%
Employés	16	18%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	3	3%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	9	10%
Supérieur	24	27%

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les Etats Arabes	20	23%
SEXE		
Masculin	11	13%
Féminin	9	10%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	18	20.5%
Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	2	2%
Cadres	5	6%
Paysans	9	10%
Employés	4	5%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	4	5%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	7	8%
Supérieur	8	9%

4. Si vous deviez voter pour un projet, lequel choisiriez-vous ?	Nombre de personnes	%
Votez en faveur d'un traité de libre échange avec les pays du Maghreb	26	30%
SEXE		
Masculin	21	24%
Féminin	5	6%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	23	26.1%
Plus de 50 ans	3	3.4%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	2	2%
Cadres	7	8%
Paysans	9	10%
Employés	8	9%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	3	3%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	5	6%
Supérieur	17	19%

Tableau 5

5. Selon vous l'UMA c'est un projet :	No. De personnes	%
Bureaucratique	21	24%
porteur	43	49%
Utopique	13	15%
Inutile	4	5%
Autre	1	1%
Pas de réponse	6	7%
TOTAL	88	100%

CROISEMENT

5. Selon vous l'UMA c'est un projet :	No. De personnes	%
Utile/ profitable/ porteur	43	49%
SEXE		
Masculin	33	38%
Féminin	10	11%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	35	39.8%
Plus de 50 ans	8	9.1%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	4	5%
Cadres	11	13%
Paysans	15	17%
Employés	13	15%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	7	8%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	10	11%
Supérieur	23	26%

6. Recommandez vous à un proche d'aller étudier ou travailler dans un des pays de l'UMA ?	No. De personnes	%
OUI	46	52%
NON	40	45%
Pas de réponse	2	2%
TOTAL	88	100%

Tableau 6

6. Recommandez vous à un proche d'aller étudier ou travailler dans un des pays de l'UMA ?	No. De personnes	%
OUI	46	52%
SEXE		
Masculin	34	39%
Féminin	12	14%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	40	45.5%
Plus de 50 ans	6	6.8%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	6	7%
Cadres	8	9%
Paysans	17	19%
Employés	15	17%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	7	8%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	15	17%
Supérieur	21	24%

CROISEMENT

6. Recommandez vous à un proche d'aller étudier ou travailler dans un des pays de l'UMA ?	No. De personnes	%
NON	40	45%
SEXE		
Masculin	25	28%
Féminin	15	17%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	35	39.8%
Plus de 50 ans	5	5.7%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	5	6%
Cadres	11	13%
Paysans	8	9%
Employés	16	18%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	2	2%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	8	9%
Supérieur	29	33%

Si oui, lequel ?	Etudier		Travailler	
	No. de personnes	%	No. De personnes	%
Algérie	7	8%	3	3%
Tunisie	32	36%	17	19%
Libye	2	2%	13	15%
Maurétanie	2	2%	2	2%
	No. de personnes		%	
Pas de réponse	1		1	1%

Tableau 7

7. Pensez-vous que vous êtes assez informé par les médias sur les décisions prises par l'UMA	No. De personnes	%
OUI	22	25%
NON	63	72%
Pas de réponse	3	3%
TOTAL	88	100%

Tableau 8

8. Avez-vous déjà été dans un des pays de l'UMA ?	No. De personnes	%
OUI	13	15%
NON	75	85%
TOTAL	88	100%

Si oui, le ou lesquels ?	No. De personnes	%
Algérie	6	7%
Tunisie	7	8%
Libye	3	3%
Maurétanie	3	3%

Tableau 9

9. Quel est le pays de l'UMA avec lequel vous sentez le plus proche ?	No. De personnes	%
Algérie	49	56%
Tunisie	23	26%
Libye	2	2%
Maurétanie	8	9%
Tous	2	2%
Aucun	2	2%
Pas de réponse / Je ne sais pas	2	2%
TOTAL	88	100%

Tableau 10

10. Quel est le pays de l'UMA avec lequel vous sentez le plus éloigné, le moins d'affinité ?	No. De personnes	%
Algérie	15	17%
Tunisie	8	9%
Libye	42	48%
Maurétanie	17	19%
Aucun	3	3%
Pas de réponse	3	3%
TOTAL	88	100%

Tableau 11**CROISEMENT**

11. Une guerre entre les Etats de l'UMA est-elle possible ?	No. De personnes	%
-------------------------------------------------------------	------------------	---

III. SOLUTION

Tableau 1

OUI	49	56%
-----	----	-----

CROISEMENT

Tableau 2

NON	36	41%
-----	----	-----

CROISEMENT

Pas de réponse	3	3%
----------------	---	----

TOTAL	88	100%
-------	----	------

11. Une guerre entre les Etats de l'UMA est-elle possible ?	No. De personnes	%
OUI	49	56%
SEXE		
Masculin	35	40%
Féminin	14	16%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	44	50%
Plus de 50 ans	5	5.7%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	8	9%
Cadres	10	11%
Paysans	15	17%
Employés	16	18%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	5	6%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	11	13%
Supérieur	30	34%

Tableau 3

11. Une guerre entre les Etats de l'UMA est-elle possible ?	No. De personnes	%
NON	36	41%
SEXE		
Masculin	23	26%
Féminin	13	15%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	31	35.2%
Plus de 50 ans	5	5.7%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	3	3%
Cadres	9	10%
Paysans	9	10%
Employés	15	17%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	4	5%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	12	14%
Supérieur	20	23%

Tableau 4

Si oui, le ou lesquels ?	No. De personnes	%
Algérie/Maroc	48	55%
Algérie/Tunisie	0	0%

CROISEMENT

Algérie/Libye	0	0%
Algérie/ Maurétanie	1	1%
Je ne sais pas	0	0%

1. Vous définiriez-vous comme maghrébin ?	No. De personnes	%
OUI	63	72%
NON	24	27%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	88	100%

1. Vous définiriez-vous comme maghrébin ?	No. De personnes	%
OUI	63	72%
SEXE		
Masculin	45	51%
Féminin	18	20%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	54	61.4%
Plus de 50 ans	9	10.2%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	8	9%
Cadres	17	19%
Paysans	18	20%
Employés	20	23%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	8	9%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	14	16%
Supérieur	38	43%

1. Vous définiriez-vous comme maghrébin ?	No. De personnes	%
NON	24	27%
SEXE		

Masculin	14	16%
Féminin	10	11%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	22	25%
Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	4	5%
Cadres	1	1%
Paysans	8	9%
Employés	11	13%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	2	2%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	9	10%
Supérieur	12	14%

Tableau 5

Tableau 6

2. Quel est selon vous ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	No. De personnes	%
Langue	13	15%
Religion	28	32%
Histoire	10	11%
Culture	17	19%
La position géographique / Région	7	8%
La pauvreté et les sous développement	2	2%
Le berbère, le soufisme	1	1%
L'unité	2	2%
La race	1	1%
Autres réponses	1	1%
Pas de réponse / Je ne sais pas	6	7%
TOTAL	88	100%

2. Quel est selon vous ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Langue	13	15%
SEXE		
Masculin	9	10%
Féminin	4	5%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	11	12.5%
Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	1	1%
Cadres	0	0%

CROISEMENT

Paysans	5	6%
Employés	7	8%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	4	5%
Supérieur	8	9%

Tableau 7

2. Quel est selon vous ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Religion	28	32%
SEXE		
Masculin	19	22%
Féminin	9	10%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	24	27.3%
Plus de 50 ans	4	4.5%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	5	6%
Cadres	3	3%
Paysans	12	14%
Employés	8	9%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	6	7%
Elémentaire	2	2%
Secondaire	7	8%
Supérieur	13	15%

CROISEMENT

2. Quel est selon vous ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Histoire	10	11%
SEXE		
Masculin	8	9%
Féminin	2	2%

AGE		
Entre 18 et 49 ans	9	10.2%
Plus de 50 ans	1	1.1%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	1	1%
Cadres	4	5%
Paysans	2	2%
Employés	3	3%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	3	3%
Supérieur	7	8%

2. Quel est selon vous ce qui symbolise le plus le Maghreb ?	Nombre de personnes	%
Culture	17	19%
SEXE		
Masculin	11	13%
Féminin	6	7%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	16	18.2%
Plus de 50 ans	1	1.1%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	1	1%
Cadres	5	6%
Paysans	2	2%
Employés	9	10%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	2	2%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	4	5%
Supérieur	11	13%

3. Selon vous le Maghreb c'est une région ?	No. De personnes	%
Riche	57	65%
Pauvre	4	5%
Ni l'une ni l'autre	24	27%
Pas de réponse	3	3%
TOTAL	88	100%

4. A quoi aimeriez-vous que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	No. De personnes	%
UE	36	41%
Etats Unis	1	1%
Au pays Sud-Est asiatiques (La Malaisie / Indonésie)	1	1%
Japon / Corée du Sud	2	2%
Régime démocratique	5	6%
Emirats Arabe Unis	1	1%
Union régionale	38	43%
Autres réponses	3	3%
Pas de réponse	1	1%
TOTAL	88	100%

4. A quoi vous aimeriez que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	No. De personnes	%
UE	36	41%
SEXE		
Masculin	31	35%
Féminin	5	6%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	32	36.4%
Plus de 50 ans	4	4.5%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	2	2%
Cadres	13	15%
Paysans	5	6%
Employés	16	18%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	9	10%
Supérieur	25	28%

4. A quoi vous aimeriez que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	No. De personnes	%
Régime démocratique	5	6%
SEXE		
Masculin	2	2%
Féminin	3	3%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	3	3.4%

Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	0	0%
Cadres	0	0%
Paysans	2	2%
Employés	3	3%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	4	5%
Supérieur	1	1%

Tableau 8

4. A quoi vous aimeriez que ressemble le Maghreb dans 25 ans ?	No. De personnes	%
Une Union régionale	38	43%
SEXE		
Masculin	22	25%
Féminin	16	18%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	35	39.8%
Plus de 50 ans	3	3.4%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	10	11%
Cadres	2	2%
Paysans	16	18%
Employés	10	11%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	7	8%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	10	11%
Supérieur	18	20%

Tableau 9

Tableau 10

5. Etes vous favorables à la réouverture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc ?	No. De personnes	%
OUI	77	88%
NON	11	13%
TOTAL	88	100%

6. Etes vous favorable à la création d'un Parlement Maghrébin élu démocratiquement ?	No. De personnes	%
OUI	79	90%
NON	8	9%

CROISEMENT

Je ne sais pas	1	1%
TOTAL	88	100%

6. Etes vous favorable à la création d'un Parlement Maghrébin élu démocratiquement ?	Nombre de personnes	%
NON	8	9%
SEXE		
Masculin	1	1%
Féminin	7	8%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	8	9.1%
Plus de 50 ans	0	0%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	3	3%
Cadres	4	5%
Paysans	0	0%
Employés	1	1%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	0	0%
Supérieur	8	9%

7. A quoi pourrait-il servir?	No. De personnes	%
Appliquer des réformes	36	41%
La démocratie au Maghreb	11	13%
Résoudre le problème du Sahara	6	7%
La création d'un marché régional	17	19%
Défendre la société civile	6	7%
Pas de réponse	12	14%
TOTAL	88	100%

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
Appliquer des réformes	36	41%
SEXE		
Masculin	29	33%
Féminin	7	8%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	29	77.3%
Plus de 50 ans	7	12.5%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	5	6%
Cadres	3	3%
Paysans	14	16%
Employés	14	16%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	6	7%
Elémentaire	2	2%
Secondaire	12	14%
Supérieur	16	18%

Tableau 11

CROISEMENT

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
La démocratie au Maghreb	11	13%
SEXE		
Masculin	8	9%
Féminin	3	3%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	9	10.2%
Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	1	1%
Cadres	1	1%
Paysans	1	1%
Employés	8	9%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	3	3%
Supérieur	8	9%

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
Résoudre le problème du Sahara	6	7%
SEXE		
Masculin	4	5%
Féminin	2	2%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	6	6.8%
Plus de 50 ans	0	0%

CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	1	1%
Cadres	3	3%
Paysans	0	0%
Employés	2	2%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	0	0%
Supérieur	6	7%

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
La création d'un marché régional	17	19%
SEXE		
Masculin	12	14%
Féminin	5	6%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	17	19.3%
Plus de 50 ans	0	0%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	2	2%
Cadres	5	6%
Paysans	7	8%
Employés	3	3%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	3	3%
Elémentaire	2	2%
Secondaire	3	3%
Supérieur	9	10%

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
Défense de la société civile	6	7%
SEXE		
Masculin	4	5%
Féminin	2	2%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	5	5.7%
Plus de 50 ans	1	1.1%

CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	0	0%
Cadres	3	3%
Paysans	1	1%
Employés	2	2%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	2	2%
Supérieur	4	5%

Tableau 12

CROISEMENT

7. A quoi pourrait-il servir?	Nombre de personnes	%
Pas de réponse / Je ne sais pas	12	14%
SEXE		
Masculin	3	3%
Féminin	9	10%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	11	12.5%
Plus de 50 ans	1	1.1%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	3	3%
Cadres	4	5%
Paysans	3	3%
Employés	2	2%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	3	3%
Supérieur	8	9%

8. Dans quelles villes du Maghreb souhaiteriez vous qu'il siège ?	No. De personnes	%
Algérie	6	7%
Tunisie	1	1%
Maroc	60	68%
Mauritanie	2	2%
Autres	6	7%
Pas de réponse	13	15%
TOTAL	88	100%

9. Souhaiteriez-vous une monnaie unique en Afrique du Nord ?	No. De personnes	%
--------------------------------------------------------------	------------------	---

OUI	75	85%
NON	9	10%
Pas de réponse	4	5%
TOTAL	88	100%

Si oui, laquelle ?	No. De personnes	%
La monnaie nationale	27	31%
Une nouvelle monnaie	34	39%
A définir	11	13%
Pas de réponse	3	3%
TOTAL	75	86%

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	No. De personnes	%
L'histoire	21	24%
Les dirigeants	56	64%
La différence entre les peuples	4	5%
Autre	4	5%
Pas de réponse	3	3%
TOTAL	88	100%

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
L'histoire	21	24%
SEXE		
Masculin	12	14%
Féminin	9	10%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	20	22.7%
Plus de 50 ans	1	1.1%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	5	6%
Cadres	3	3%
Paysans	8	9%
Employés	5	6%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	5	6%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	5	6%
Supérieur	11	13%

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
Les dirigeants	56	64%
SEXE		
Masculin	44	50%
Féminin	12	14%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	47	53.4%
Plus de 50 ans	9	10.2%

Tableau 13

CROISEMENT

CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	7	8%
Cadres	15	17%
Paysans	10	11%
Employés	24	27%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	4	5%
Secondaire	13	15%
Supérieur	38	43%

10. Comment expliquez-vous les problèmes entre l'Algérie et le Maroc ?	Nombre de personnes	%
La différence entre les peuples	4	5%
SEXE		
Masculin	2	2%
Féminin	2	2%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	4	4.5%
Plus de 50 ans	0	0%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	0	0%
Cadres	0	0%
Paysans	4	5%
Employés	0	0%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	2	2%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	2	2%
Supérieur	0	0%

11. Un gouvernement islamiste au Maroc:	No. De personnes	%
Une bonne chose pour l'UMA	19	22%
Un danger pour l'UMA	9	10%
Une inquiétude pour l'UE	24	27%
Une chance pour les marocains	17	19%
Pas de réponse /Aucune / Je ne sais pas	19	22%
TOTAL	88	100%

11. Un gouvernement islamiste au Maroc:	Nombre de personnes	%
Une bonne chose pour l'UMA	19	22%

SEXE		
Masculin	14	16%
Féminin	5	6%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	15	17%
Plus de 50 ans	4	4.5%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	3	3%
Cadres	5	6%
Paysans	3	3%
Employés	8	9%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	6	7%
Supérieur	12	14%

11. Un gouvernement islamiste au Maroc:	Nombre de personnes	%
Un danger pour l'UMA	9	10%
SEXE		
Masculin	6	7%
Féminin	3	3%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	7	8%
Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	1	1%
Cadres	2	2%
Paysans	2	2%
Employés	4	5%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	2	2%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	0	0%
Supérieur	7	8%

11. Un gouvernement islamiste au Maroc:	Nombre de personnes	%
Une inquiétude pour l'UE	24	27%
SEXE		
Masculin	15	17%
Féminin	9	10%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	21	23.9%
Plus de 50 ans	3	3.4%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	3	3%
Cadres	8	9%

IV. Annexe méthodologique

Paysans	6	7%
Employés	7	8%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	7	8%
Supérieur	15	17%

11. Un gouvernement islamiste au Maroc:	Nombre de personnes	%
Une chance pour les marocains	17	19%
SEXE		
Masculin	14	16%
Féminin	3	3%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	16	18.2%
Plus de 50 ans	1	1%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	3	3%
Cadres	0	0%
Paysans	8	9%
Employés	6	7%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	4	5%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	4	5%
Supérieur	8	9%

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	No. De personnes	%
Des dirigeants intègres	9	10%
Un développement économique	5	6%
Résoudre le problème du Sahara Occidental	6	7%
Un parlement régional	1	1%
Une base Islamique	1	1%
La démocratie	30	34%
La volonté d'intégration	33	38%
Pas de réponse / Je ne sais pas	3	3%
TOTAL	88	100%

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	No. De personnes	%
Des dirigeants intègres	9	10%

SEXE		
Masculin	6	7%
Féminin	3	3%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	9	10.2%
Plus de 50 ans	0	0%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	2	2%
Cadres	4	5%
Paysans	0	0%
Employés	3	3%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	0	0%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	2	2%
Supérieur	7	8%

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	No. De personnes	%
La démocratie	27	31%
SEXE		
Masculin	23	26%
Féminin	4	5%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	22	25%
Plus de 50 ans	5	5.7%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	2	2%
Cadres	2	2%
Paysans	8	9%
Employés	15	17%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	2	2%
Secondaire	9	10%
Supérieur	15	17%

12. Que manque-t-il à l'UMA pour progresser ?	No. De personnes	%
La volonté d'intégration	33	38%
SEXE		
Masculin	21	24%
Féminin	12	14%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	28	31.8%
Plus de 50 ans	5	5.7%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	6	7%
Cadres	11	13%
Paysans	9	10%

Employés	7	8%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	4	5%
Elémentaire	2	2%
Secondaire	7	8%
Supérieur	20	23%

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	No. De personnes	%
Beaucoup	12	14%
Un peu	39	44%
Pas du tout	22	25%
Pas de réponse / Je ne sais pas	15	17%
TOTAL	88	100%

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	No. De personnes	%
Beaucoup	12	14%
SEXE		
Masculin	8	9%
Féminin	4	5%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	12	13,6%
Plus de 50 ans	0	0%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	2	2%
Cadres	1	1%
Paysans	4	5%
Employés	5	6%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	3	3%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	3	3%
Supérieur	6	7%

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	No. De personnes	%
Un peu	39	44%
SEXE		
Masculin	29	33%
Féminin	10	11%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	33	37,5%
Plus de 50 ans	6	6,8%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	4	5%
Cadres	8	9%
Paysans	13	15%

Employés	14	16%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	5	6%
Elémentaire	3	3%
Secondaire	12	14%
Supérieur	19	22%

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	No. De personnes	%
Pas du tout	22	25%
SEXE		
Masculin	13	15%
Féminin	9	10%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	19	21.6%
Plus de 50 ans	3	3.4%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	5	6%
Cadres	6	7%
Paysans	5	6%
Employés	6	7%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	0	0%
Secondaire	5	6%
Supérieur	16	18%

13. Selon vous l'Europe investit-elle suffisamment dans l'UMA ?	No. De personnes	%
Pas de réponse / Je ne sais pas	15	17%
SEXE		
Masculin	10	11%
Féminin	5	6%
AGE		
Entre 18 et 49 ans	13	14.8%
Plus de 50 ans	2	2.3%
CATEGORIE SOCIALE		
Chômeurs	1	1%
Cadres	4	5%
Paysans	4	5%

Employés	6	7%
NIVEAU D'ETUDE		
Sans études	1	1%
Elémentaire	1	1%
Secondaire	3	3%
Supérieur	10	11%

Cette étude propose une réflexion sur les modes de connaissances, les images et les perceptions de l'Union du Maghreb Arabe au Maroc. Elle s'appuie sur un matériau empirique combinant deux types de méthodes : un questionnaire passé auprès d'un échantillon de 88 personnes et une série d'entretiens semi-directifs avec une vingtaine de militants et sympathisants des principales formations politiques marocaines.

La structure du questionnaire

Le questionnaire s'articule autour de trois grands volets (opinion, explications, solutions) mêlant des questions fermées et ouvertes, de fait et d'opinion afin de mesurer et d'analyser l'intérêt que suscite le thème de l'UMA aussi bien du point de vue personnel que sous l'angle de ses représentations sociales. Un préambule vise à identifier socialement l'enquêté (âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, niveau de formation, langues parlées et sources d'information utilisées). Les entretiens semi-directifs ont pour objectif d'approfondir l'articulation entre la variable de la participation politique et l'image de l'UMA.

La définition de l'échantillon

La constitution de l'échantillon s'est effectuée à partir d'une combinaison de plusieurs déterminants sociaux tenant compte en particulier du sexe, de l'appartenance socio-professionnelle et du lieu de résidence des enquêtés. Concernant ce dernier point, nous avons notamment pris en compte les différences entre le monde urbain et le monde rural qui structurent considérablement la société marocaine. Bien que le pourcentage de la population rurale est en baisse constante depuis les années 60 (enregistrant un changement de près de 40% en une trentaine d'années), les derniers chiffres montrent qu'il s'élève à environ 43% de la population totale en 2003. Nous avons donc passé environ une vingtaine de questionnaires dans le monde rural.

L'équipe de recherche

La passation des questionnaires et la série d'entretiens ont été effectués entre le 17 et le 28 février 2007. Ils ont été réalisés par une équipe de trois chercheurs. Kamel Cheklat est algérien. Il prépare actuellement un doctorat en France (département de science politique de l'université de Paris 8) portant sur une étude comparée des trajectoires de démocratisation en Algérie et au Maroc entre 1989-2006. Il a participé à la réalisation de cette même enquête en Algérie. Hatim Ben Maimoun est franco-marocain. Il est également doctorant dans le département de science politique de l'université de Paris 8. Alexandra Poli est fran-

çaise, docteur en sociologie au Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris). Elle s'est plus particulièrement chargée du volet de l'enquête auprès des femmes et de la coordination méthodologique pour l'ensemble du projet.

Le réseau de connaissances d'Hatim Ben Maimoun au Maroc ainsi que sa maîtrise du dialecte marocain ont particulièrement été utiles pour solliciter les enquêtés, notamment dans le monde rural. Kamel Cheklat qui avait eu ce rôle dans la partie de l'étude en Algérie s'est trouvé dans une toute autre posture au Maroc, marquée entre autres par les réactions de certains interviewés à l'encontre de l'Algérie et des Algériens. Son expérience de la recherche vient confirmer la place considérable qu'occupe l'enjeu du Sahara occidental dans la façon d'envisager l'UMA au Maroc et les propos souvent ambivalents sur l'Algérie et les Algériens. Le statut d'étrangère de la chercheuse française a servi la recherche encore d'une autre façon. Envisagée dans son extériorité avec le contexte maghrébin, elle a pu faire valoir auprès des enquêtées une relative ignorance des enjeux liés à l'UMA justifiant implicitement la démarche du questionnaire et les mettant à l'aise quant à leur propre maîtrise du sujet. Cette situation a également favorisé les sollicitations directes dans des lieux publics (rue, centres commerciaux).

Des consignes méthodologiques ont été établies et discutées avant la mise en œuvre de l'enquête afin d'obtenir un échantillon cohérent et de disposer d'un maximum de précisions quant aux conditions de recherche. Chaque enquêteur devait par exemple reporter sur l'exemplaire du questionnaire un ensemble d'informations relatives aussi bien à la prise de contact qu'à la réception du questionnaire. Comment les sollicitations se sont-elles effectuées (ex : téléphone, rencontre de visu, par un intermédiaire ou non ?) ? Comment les personnes ont-elles réagi face à la proposition (ex : acquiescement spontané, hésitation, refus.../ Refus ou réticences justifié ou non ?/ Par crainte, manque d'intérêt) ? Tout au long de l'enquête, les chercheurs ont régulièrement échangé sur leur expérience et les résultats de leurs investigations.

La réalisation d'une enquête d'opinion au Maroc demande, peut-être plus qu'ailleurs, l'existence d'un lien de confiance. Actualité du projet de loi sur les sondages d'opinion au Maroc.

Le déroulement de l'enquête

1. La situation d'enquête

Le questionnaire a été passé seul et ne relève d'aucun autre processus participatif des enquêteurs. Chaque questionnaire a fait l'objet d'une interaction en face à face avec l'enquêté. Sa durée moyenne était de 45 minutes. Les questionnaires ont été passés en arabe classique, dialectal et en français.

2. Les formes de sollicitation

Les enquêtés ont été envisagés à travers deux modes d'approche que nous avons le plus souvent combinés. Le premier a consisté à proposer le questionnaire dans des lieux fréquentés, comme par exemple un centre commercial, le salon du livre de Casablanca ; une manifestation de chômeurs étudiants sur une des grandes places de Rabat. Le second s'est organisé, à l'inverse du précédent, par l'entremise de tiers, le plus souvent personnels. L'échantillon s'est en grande partie constitué à partir du réseau d'informateurs-relais et par la méthode « de proche en proche » consistant à demander aux interviewés d'en désigner d'autres. Cette diversification des modes d'approche a permis d'évaluer et de comparer la réception de l'enquête dans des contextes variés.

3. Les villes et les lieux de l'enquête

La passation du questionnaire s'est effectuée en premier lieu à Casablanca. Les chercheurs ont notamment profité du déroulement du Salon du Livre pour la passation des questionnaires. Les différents espaces du salon ont été investis pour aller à la rencontre de potentiels enquêtés : le hall, les stands ou encore le café. Cet événement a été l'occasion d'in-

Précédentes Publications EuroMeSCO

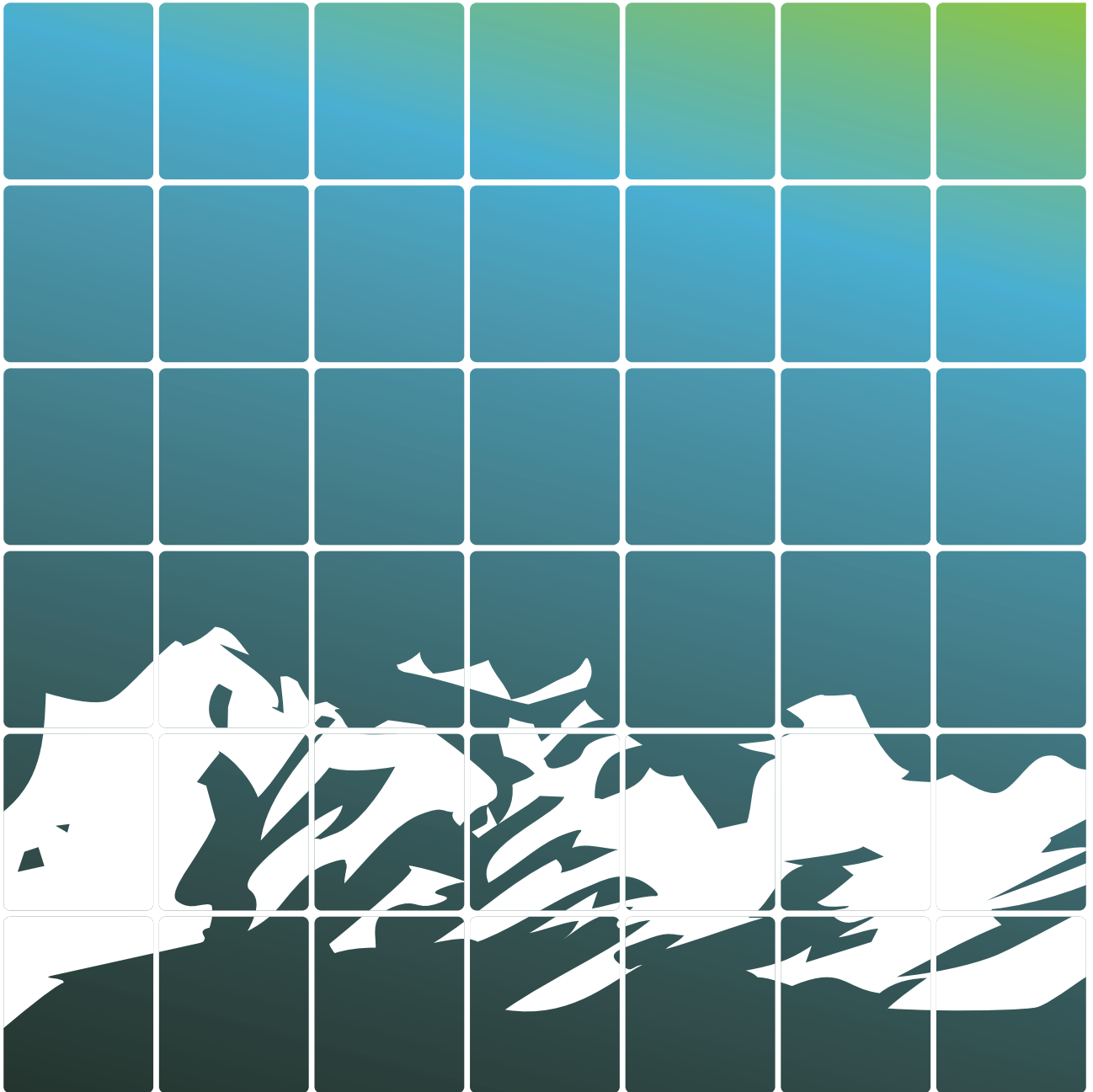
terroger essentiellement des cadres (dont des fonctionnaires du ministère de la culture) et des employés. L'enquête s'est déroulée dans un climat de confiance et n'a rencontré aucun obstacle. Dans l'ensemble, le questionnaire a suscité de l'intérêt et de la curiosité. Ainsi, plusieurs enquêtés, sollicités spontanément, ont proposé de nous présenter des connaissances ou des proches. Une jeune femme voilée, diplômée en comptabilité et responsable du stand du ministère de la culture près duquel nous passons des questionnaires accepte d'y répondre à son tour. Un informateur-relais nous a ensuite mis en relation avec des acteurs sur le tournage d'un film à Casablanca également. Dans ces deux lieux, la passation des questionnaires s'est déroulée dans des lieux publics. Les rares résistances que nous avons rencontrées se sont jouées autour de l'enjeu des « compétences » sur le thème de l'enquête. Par exemple, une actrice, « découvrant » que le chercheur auquel elle vient se présenter spontanément n'est pas journaliste mais en train de mener une étude sur l'UMA affiche finalement quelques réticences craignant de dévoiler sa « faible culture dans le domaine des politiques publiques », ce qui ne l'empêche pas par ailleurs d'accepter de répondre au questionnaire.

L'enquête se poursuit ensuite à Rabat et ses environs. Les lieux d'investigations sont ici beaucoup plus variés et contrastés mais presque exclusivement publics: bureau de poste, centre commercial, universités, clubs de loisirs, association locale en milieu rural, une place de Rabat où se sont réunis des étudiants chômeurs pour manifester.

Premier constat et premier contraste avec la situation algérienne : le questionnaire est globalement bien accueilli auprès de la majorité des enquêtés quel que soit le site envisagé. Il n'empêche nous rencontrons quelques réactions critiques (remettant par exemple en question l'impact d'une telle enquête). Certains interviewés nous demandent de plus amples précisions sur la vocation et la source de l'enquête, d'autres rappellent les conditions légales d'enquête au Maroc (et surtout de veiller à ne pas critiquer le roi). L'expérience de certains enquêtés nous éclaire sur l'image des sondages d'opinion dans le pays. Une étudiante en science de l'information explique qu'elle n'a jamais pu réaliser la petite enquête d'opinion sur la communication qu'elle devait réaliser dans le cadre de ses études. Les membres d'un centre de recherche en agronomie rendent compte des mêmes difficultés à une échelle et dans un domaine pourtant bien différent (secteur de l'agriculture). Mais les interviewés sont également très soucieux de se présenter libres de toutes contraintes, de pouvoir s'exprimer librement (« Ici (notre interlocuteur fait la comparaison avec la Tunisie) tu peux interroger qui tu veux... ») ; D'autres insistent sur « l'authenticité », ou la « véracité » de leur discours et de donner une bonne image du Maroc. Notre démarche semble être constamment prise en tension entre d'un côté l'absence relative d'une culture du sondage, la volonté de démonstration d'une démocratisation des rapports sociaux (en particulier en comparativement aux autres pays) et un sens aigu de l'hospitalité.

Des univers contrastés

Au-delà de ces aspects très généraux qui dessinent la toile de fond de la réception de notre étude, la principale ligne de partage qui s'opère entre nos différents lieux d'enquête est celle entre le monde urbain et le monde rural. Les femmes rencontrées dans le cadre d'un cours d'alphabétisation proposée par une association locale à une dizaine de kilomètres de Rabat, se sont en effet montrées gênées et intimidées aussi bien par notre présence que le thème de l'enquête et la formulation des questions. C'est le directeur de l'école qui nous les présente une à une. Le malaise de certaines femmes (une femme garde les yeux et la tête baissés pour nous répondre, une autre rougit et sourit timidement) face à la situation d'enquête, nous a rapidement conduit à reformuler certaines questions, ou à expliciter les réponses à choix multiples afin d'en assurer au mieux la compréhension. Dans tous les cas, nous nous sommes efforcés de mettre nos enquêtés le plus à l'aise possible. La présence dans l'équipe d'un chercheur maîtrisant parfaitement le dialecte marocain a constitué une aide précieuse et indispensable pour détendre l'atmosphère et s'assurer de la compréhension de la démarche comme des questions. Ce faisant, de nombreuses questions (mises à part celles concernant les données personnelles et le fait de connaître ou non l'UMA) enregistrent un taux important de non-réponses, la plupart des femmes interrogées dans ce contexte répondant « je ne sais pas » ou « aucune idée » à une grande partie de questions. Les raisons, on s'en doute peuvent être multiples : l'interaction avec des personnes étrangères (au pays et/ou contexte), le caractère inhabituel et inattendu de la démarche, une difficulté à manier le discours du questionnaire, un manque de connaissance sur le thème abordé, la crainte de ne pas donner la « bonne » réponse (cela apparaît notamment à travers le paradoxe qui se joue entre l'affirmation récurrente d'une méconnaissance de l'UMA et le choix des réponses les plus positives pour concevoir l'UMA) enfin



www.euromesco.net